



CHRISTOPHE  
GERVASI  
ETUDES MARKETING ET OPINION



# L'opinion européenne face à la Covid-19

## Note documentaire

Décembre 2021

Contact Etude:  
Christophe GERVASI  
- Senior consultant - Expert études marketing et opinion

## **Christophe GERVASI – Senior consultant – Expert en études qualitatives**

DEA (M2) de sciences politiques à Paris-Diderot, 1992

DESS (M2) de gestion des nouveaux médias à Paris-Dauphine, 1993

3<sup>ème</sup> cycle (M2) de marketing des produits et services industriels aux Arts et Métiers, 1997

Après une expérience marketing de 4 ans en cabinet conseil, Christophe GERVASI fonde sa propre structure d'études et de conseil en 1997.

Il réalise des études en opinion depuis plus de 20 ans désormais, pour les principaux instituts d'études, institutions, partis politiques ou collectivités.

Il a contribué aux campagnes présidentielles de 2007, 2012 et 2017. Campagne 2007 du candidat de l'UMP. Campagne 2012 du Parti Socialiste. Campagne 2017 de la candidate du Front National

Il a réalisé de nombreuses campagnes pour des élus de différentes collectivités territoriales.

Il intervient également pour de nombreuses entreprises du CAC40, ETI et PME

# Sommaire

<b>SOMMAIRE</b>	<b>3</b>
<b>CHRONOLOGIE SIMPLIFIEE DE LA PANDEMIE</b>	<b>4</b>
<b>PRINCIPALES ETUDES D'OPINION SUR LA COVID ET L'EUROPE</b>	<b>6</b>
<b>CONTEXTE ET PROBLEMATIQUE DE LA PANDEMIE SUR L'OPINION PUBLIQUE EUROPEENNE</b>	<b>8</b>
<b>LA PERCEPTION DE LA MENACE SANITAIRE</b>	<b>18</b>
<b>L'EXISTENCE DE CLIVAGES ENTRE LES EUROPEENS</b>	<b>23</b>
<b>L'ACCUEIL DES PROCESSUS VACCINAUX</b>	<b>26</b>
<b>LA CREDIBILITE DE LA PAROLE PUBLIQUE</b>	<b>30</b>
<b>L'ACCEPTATION DES MESURES RESTRICTIVES</b>	<b>36</b>
<b>L'IMPACT SUR LA CREDIBILITE DE L'UNION EUROPEENNE</b>	<b>40</b>
<b>QUELQUES ENSEIGNEMENTS DE LA CRISE POUR L'UE</b>	<b>53</b>
<b>ÉLEMENTS POUR UNE ETUDE QUALITATIVE</b>	<b>56</b>

# Chronologie simplifiée de la pandémie

L'impact de la Covid 19 dans les opinions publiques européennes et sur leurs représentations de l'Union européenne varie nécessairement selon les pays, leur politique sanitaire et leur propre chronologie de l'événement. Si un total de 1,5 millions de morts dus à la pandémie est indiqué pour l'ensemble du continent européen fin novembre 2021, d'importantes disparités existent, obligeant à maintenir une triple approche : mondiale, européenne et nationale.

Il est cependant possible d'établir une chronologie globale de la pandémie, sans chercher à prendre parti par rapport aux différentes polémiques l'ayant accompagnées ; il s'agit simplement ici de contextualiser les données d'opinion recensées.

Rappelons ici une donnée importante : si la santé ne fait pas partie des domaines de compétences exclusives ou partagées de l'UE, celle-ci sera intervenue tout au long de la crise sanitaire, notamment en matière économique.

## Jalons chronologiques :

- Novembre 2019, premières attestations de la maladie à Wuhan, Chine.
- Fin janvier 2020, premiers cas diagnostiqués en France, Allemagne et Italie. Un mois plus tard, l'ensemble des États de l'Union européenne sont concernés.
- 28 janvier 2020, activation du mécanisme de protection civile de l'UE.
- 10 mars 2020, premier confinement national, en Italie.

- 11 mars 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé nomme **pandémie** l'épidémie de de Covid-19.
- 15 mars 2020, confinement national en Espagne, le 17 en France, le 22 en Allemagne.
- Juin 2020, contrats groupés d'achat de vaccins par différents pays européens.
- 21 juillet 2020, plan de relance de 750 milliards d'euros au niveau de l'Union européenne, augmenté par la BCE.
- Septembre 2020, la deuxième vague de la pandémie débute en Europe.
- Fin 2020, début des campagnes de vaccination dans l'UE (712 millions de doses administrées fin 2021).
- En 2020, le PIB aura baissé de 6,1% dans les 27 pays de l'UE.
- Été 2021, quatrième vague, avec le variant Delta, mais aussi mise à disposition du « passe sanitaire européen » et campagne de vaccination.
- Novembre 2021, cinquième vague.
- Fin 2021, apparition du variant Omicron.

Références :

<https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/coronavirus/timeline/>

<https://www.toutteleurope.eu/societe/covid-19-chronologie-de-la-pandemie-en-europe/>

[https://www.robert-schuman.eu/fr/doc/divers/Covid-19\\_Tour\\_Europe.pdf](https://www.robert-schuman.eu/fr/doc/divers/Covid-19_Tour_Europe.pdf)

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Pandémie\\_de\\_Covid-19\\_en\\_Europe](https://fr.wikipedia.org/wiki/Pandémie_de_Covid-19_en_Europe)

# Principales études d'opinion sur la COVID et l'Europe

Les études d'opinion sur la Covid-19 sont très nombreuses et souvent spécifiques à des pays donnés. Il existe cependant des études transversales, mais aussi des enquêtes menées par des instituts de sondage nationaux couvrant l'opinion publique de plusieurs pays. Pour des raisons pratiques, ce seront plutôt dans ce dernier cas des études inter-européennes menées par des instituts français qui seront mentionnées. Les études réalisées par l'Union européenne ont été aussi utilisées, dans le cadre de notre problématique particulière. De manière non exclusive sont ici présentés les principaux sondages ponctuels ou barométriques sur la période considérée.

## Liens vers sondages et analyses de l'opinion :

- <https://www.euoparl.europa.eu/at-your-service/files/be-heard/eurobarometer/2020/public-opinion-in-the-eu-in-time-of-coronavirus-crisis/report/en-covid19-survey-report.pdf>
- <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/2355>
- <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/2532>
- <https://www.bva-group.com/sondages/barometre-de-suivi-de-la-crise-du-covid-19-en-europe-vague-71/>
- <https://ecfr.eu/paris/publication/les-division-invisibles-de-leurope-comment-le-covid-19-polarise-la-politique-europeenne/>
- <https://news.gallup.com/349178/global-vaccines.aspx>
- <https://www.euopanova.eu/actualites/le-regard-des-francais-italiens-et-allemands-sur-la-fierte-d'appartenance-a-leur-pays-sondage-euopanova-ifop-jdd>

- [https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/union-europeenne/sondage-l-avis-des-francais-sur-l-union-europeenne\\_4866947.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/union-europeenne/sondage-l-avis-des-francais-sur-l-union-europeenne_4866947.html)
- <https://www.ipsos.com/fr-fr/covid-19-et-vaccination-suivi-de-lopinion>
- <https://www.sortlist.fr/blog/differents-usages-generations-reseaux-sociaux/>
- [https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2021-03/rapport\\_ipsos\\_-\\_enquete\\_sur\\_la\\_souverainete\\_europeenne.pdf](https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2021-03/rapport_ipsos_-_enquete_sur_la_souverainete_europeenne.pdf)
- <https://www.europanova.eu/actualites/le-regard-des-francais-italiens-et-allemands-sur-la-fierte-dappartenance-a-leur-pays-sondage-europanova-ifop-jdd>
- [https://elabe.fr/ue-epidemie-covid19/?search\\_hl=europe](https://elabe.fr/ue-epidemie-covid19/?search_hl=europe)
- [https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/coronavirus-response\\_en](https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/coronavirus-response_en)
- [https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr.cevipof/files/Baromètre%20Vague%2012%20bis%20-%20VERSION%20FINALE%20\(pour%20mise%20sur%20le%20site%20CEVIPOF\).pdf](https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr.cevipof/files/Baromètre%20Vague%2012%20bis%20-%20VERSION%20FINALE%20(pour%20mise%20sur%20le%20site%20CEVIPOF).pdf)
- [https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr.cevipof/files/OpinionWay%201pour%20le%20CEVIPOF-Sowell-Baromètre%20de%20la%20confiance%20en%20politique%20-%20vague11b%20Comparaison%20\(1\)-1-1.pdf](https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr.cevipof/files/OpinionWay%201pour%20le%20CEVIPOF-Sowell-Baromètre%20de%20la%20confiance%20en%20politique%20-%20vague11b%20Comparaison%20(1)-1-1.pdf)

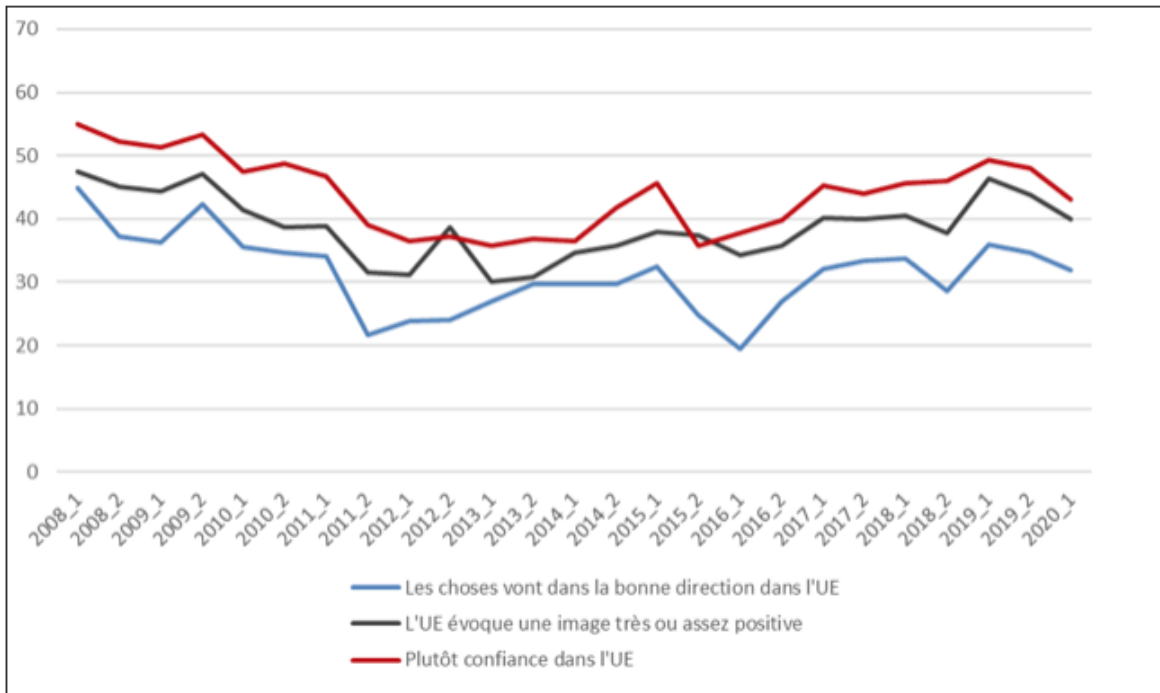


# Contexte et problématique de la pandémie sur l'opinion publique européenne

Pour évaluer l'impact de la pandémie sur la perception de l'Union Européenne par ses habitants, il faut **situer cette crise sanitaire dans une série d'événements traumatisants pour l'opinion publique** : les difficultés à faire adopter le TCE en 2005, la crise financière de 2008 et la crise des migrants à partir notamment de 2015. Dans chacun de ces cas, les États membres ont joué un rôle décisif, à côté des institutions européennes. Les travaux de Cyrille Thiébaud, chercheuse associée du CEVIPOF, apportent une lumière intéressante sur les effets de ces chocs sur la relation des Européens à l'UE, en s'appuyant sur les données de l'Eurobaromètre mais aussi des indicateurs « eupinions » constitués à partir d'une enquête trimestrielle lancée en 2015.

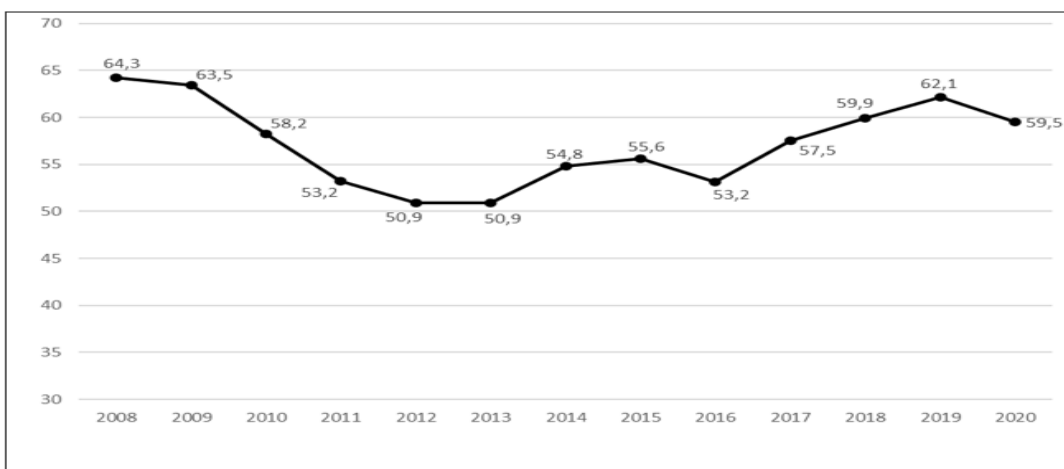
Tout d'abord l'Eurobaromètre révèle une tendance sur la douzaine d'années écoulées à un moindre soutien à l'UE, qui paraît dans son détail être influencé par les crises mentionnées précédemment. On remarque aussi, entre ces trois questions différentes, un certain parallélisme des courbes. Sur la dernière de ces crises, celle qui nous intéresse, son caractère inachevé et les initiatives prises par l'UE, notamment en matière économique, laissent une interrogation sur son impact final (les courbes s'interrompent ici à l'été 2020).





La chercheuse Cyrille Thiébaud a mis au point un « indice longitudinal de préférence unique sur l'intégration européenne, ou *European Mood* », synthétisant plusieurs questions régulièrement posées dont celles de l'eurobaromètre présentes dans le tableau précédent.

La représentation graphique de cet indice confirme l'impact des crises :



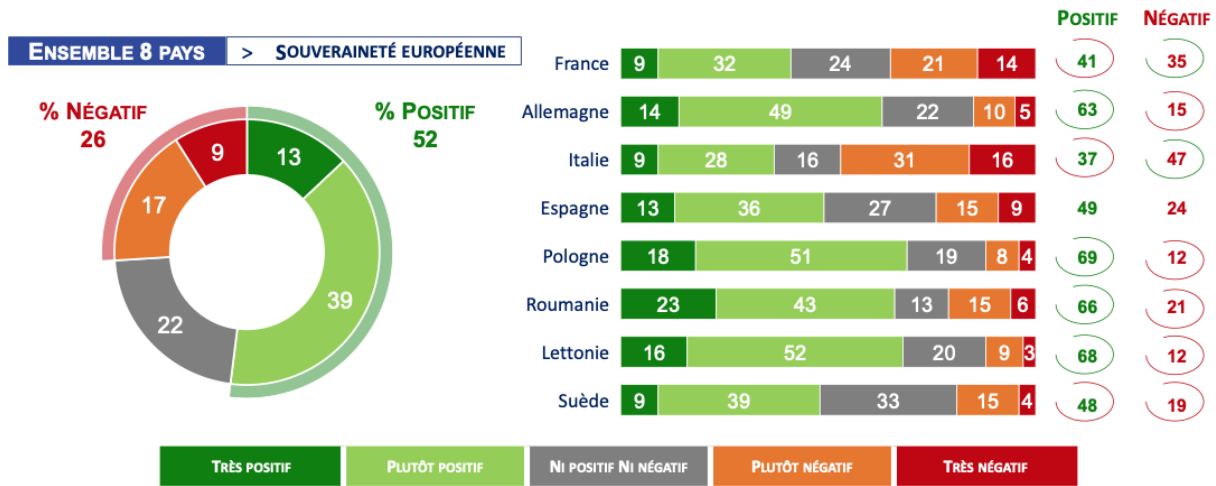
Le commentaire de la chercheuse est le suivant : « Cet indice confirme une baisse du soutien à l'intégration européenne, de 2,5 points entre 2019 et 2020. Toutefois, la principale différence avec la crise de 2008-2012 est que cette baisse suit une période qui a vu le soutien au projet européen progresser de 9 points depuis 2016 – peut-être en réaction au Brexit – et même 11 points depuis 2013, alors que la crise économique suivait une période d'érosion du soutien depuis les années 2000. Ainsi, le soutien à l'UE a aussi décliné de 2,5 points entre 2015 et 2016 – lors de la crise migratoire – avant de reprendre ensuite son ascension. A ce stade, si l'opinion ne se montre pas indifférente, il n'est pas possible pour autant de déterminer si la baisse de soutien en 2020 est provisoire – comme en 2016 – ou l'amorce d'une tendance de long terme. »

Il faut ici envisager que les différentes opinions publiques nationales peuvent tirer des conclusions différentes, entre elles et en leur sein, des interventions comparées de leur État national et de l'Union européenne. Si certains reprocheront à celle-ci une trop faible implication et donc la critiqueront, d'autres y verront à l'inverse le besoin d'accroître les domaines de compétence de l'UE au détriment de l'échelon national.

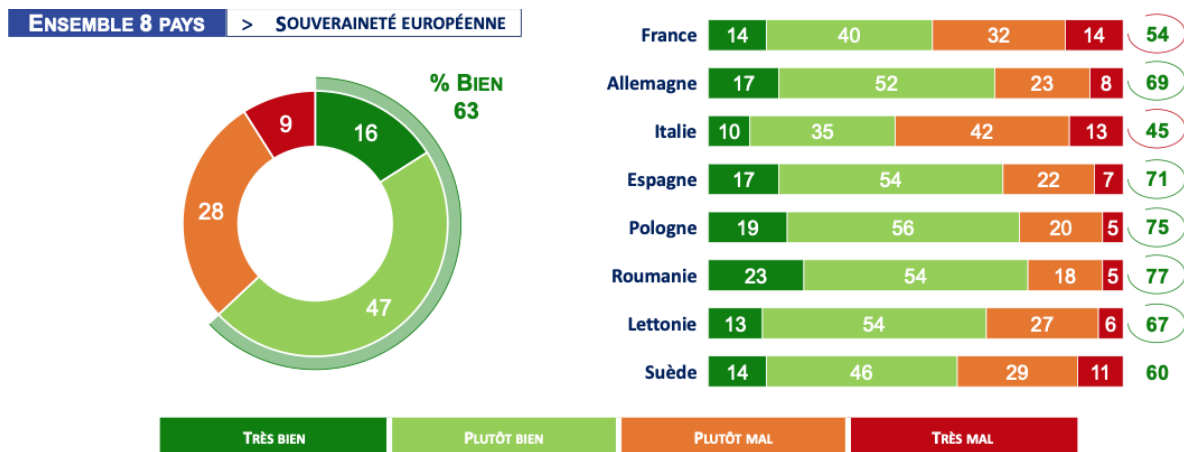
Une étude de l'institut Ipsos pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation Ébert, « enquête sur la souveraineté européenne », réalisée au tout début de l'année 2021, apporte un éclairage sur ce point.

Cette notion de **souveraineté européenne** était, un an environ après le début de la crise sanitaire, diversement appréciée selon les pays, comme montre le tableau ci-après.

A la question « L'expression suivante – souveraineté européenne – évoque-t-elle pour vous quelque chose de... », les réponses étaient généralement nuancées :



Il est vrai que l'expression n'est pas toujours parfaitement claire pour les citoyens (« à propos de l'expression suivante – souveraineté européenne – diriez-vous que vous voyez très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal ce que l'on entend par là ? »)

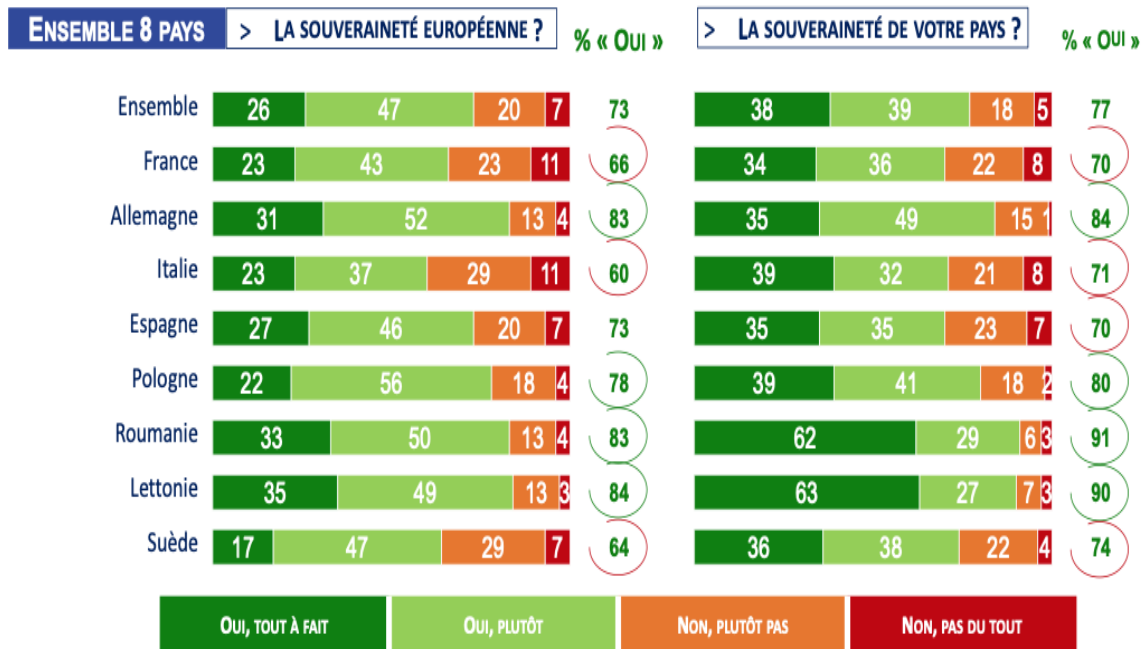


Il faut également noter que les écarts de jugement de valeur avec des notions

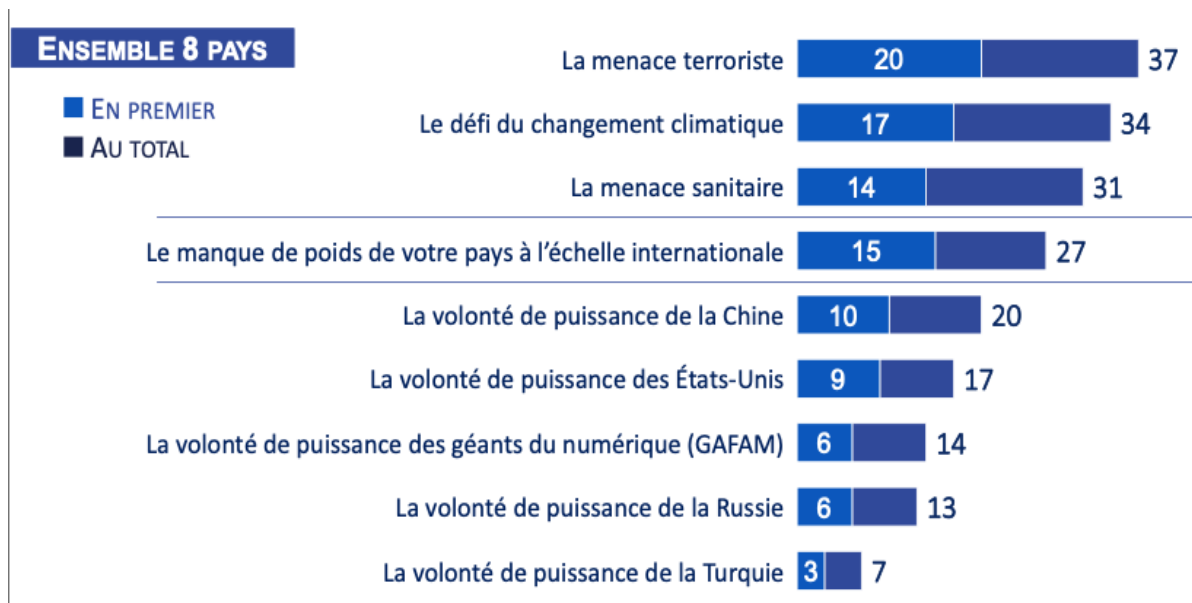
proches ne sont pas considérables :

	ENSEMBLE		FRANCE		ALLEMAGNE		ITALIE		ESPAGNE		POLOGNE		ROUMANIE		LETONIE		SUÈDE	
	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-
Souveraineté nationale	57	23	46	32	64	14	47	37	50	24	76	9	76	15	75	11	58	17
Souveraineté européenne	52	26	41	35	63	15	37	47	49	24	69	12	66	21	68	12	48	19
Autonomie stratégique	49	21	52	20	44	20	55	25	37	29	60	11	70	19	45	19	29	17

D'ailleurs, les Européens veulent généralement renforcer aussi bien la souveraineté européenne que la souveraineté nationale (« Selon vous, faut-il renforcer... ») :



Il est intéressant par rapport à notre recherche de souligner qu'en janvier 2021, à la question « Quelles raisons parmi les suivantes expliquent le mieux qu'il faille renforcer la souveraineté européenne selon vous ? En premier ? En deuxième ? », la **menace sanitaire** arrive en troisième position, comme le montre le tableau ci-après.



L'impact de la crise sanitaire sur l'opinion publique peut être d'autant plus grand qu'au fil des confinements et de la crainte engendrée par le virus **les habitudes d'information des Européens** ont évolué.

La société Sortlist a ainsi mené une étude dans cinq pays de l'Union européenne – l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France et les Pays-Bas – afin de savoir « comment **les différentes générations utilisent les réseaux sociaux** en réponse à la pandémie de Covid-19 ». De ce fait, l'échantillon a été scindé en deux parties, les moins de 35 ans et les plus de 60 ans, afin de mettre à jour les contrastes générationnels. Ce travail, oublié en juin 2021, et qui a été réalisé en recourant à des notions directement tirées de l'univers du marketing (« génération Z », « Millenials », « boomers », etc), recèle un certain nombre d'informations utiles pour notre problématique d'opinion.

- *« L'usage des réseaux sociaux a augmenté de 78% chez les Millennials et la Génération Z.*
- *25% des Boomers interrogés ont rejoint au moins un réseau social depuis 2020.*
- *40% des répondants préfèrent le contenu vidéo en comparaison à tous les autres formats de contenus.*
- *32% des moins de 35 ans veulent diminuer leur usage des réseaux sociaux.*
- *Cependant, 72% des Millennials et de la Génération Z n'ont pas pensé à quitter les réseaux sociaux pendant la pandémie.*
- *La Science était le principal sujet d'intérêt chez les répondants, avec 29% de leurs posts partagés qui la concernaient.*
- *La plateforme préférée des moins de 35 ans est YouTube, tandis que Facebook est numéro 1 chez les boomers.*
- *Les anciennes générations passent en moyenne 1 à 2 heures de moins sur les réseaux sociaux chaque jour en comparaison aux plus jeunes. »*
- *Toutes générations confondues, la majorité des répondants étaient d'accords pour dire que les réseaux sociaux les ont aidé à conserver une vie sociale pendant la pandémie.*

Nous avons là des tendances assez nettes et qui apportent des éléments de compréhension de la formation des opinions, voire de préconisation sur les moyens de mieux informer les Européens en tenant compte des usages générationnels.

Il semblerait donc que la pandémie et ses suites (confinement, restriction de circulation, précautions, etc) aient orienté les Européens vers les réseaux sociaux.

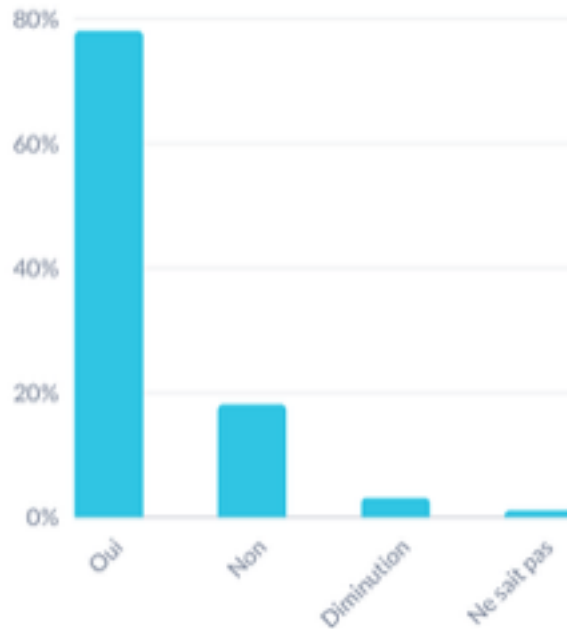


D'une part, selon l'étude Sortlist, les jeunes générations ont accru leur usage...

**SORTLIST INSIGHTS**

**+78%**

Les Millennials et la Génération Z ont largement augmenté leur usage des réseaux sociaux pendant la pandémie.

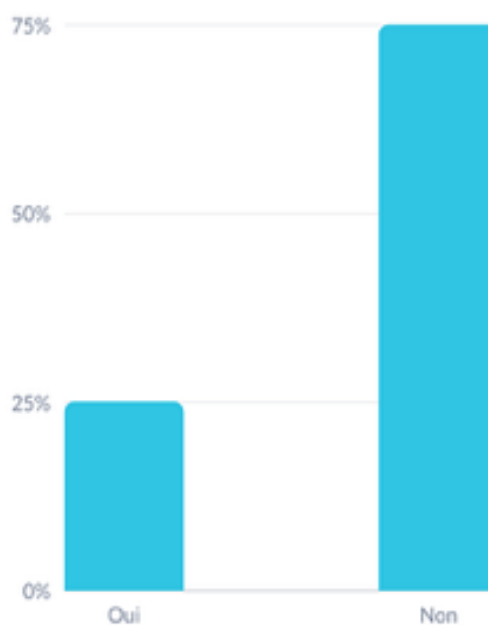


... d'autre part les plus de 60 ans qui n'y étaient pas se sont davantage dirigés vers eux :

**SORTLIST INSIGHTS**

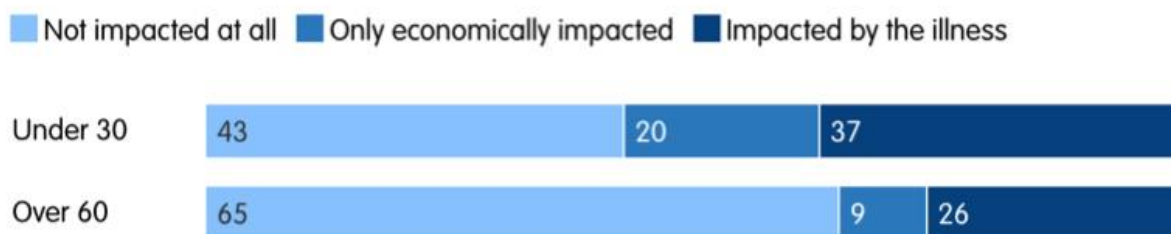
**+25%**

Le nombre de 60 ans et + qui ont rejoint un réseau social lors des 12 derniers mois.



Toujours dans cette logique générationnelle, l'étude menée dans douze pays européens par ECFR apporte une indication sur l'opposition entre les plus jeunes, assez impactés aussi bien sur le plan de la maladie que de leur situation économique, et les plus âgés :

**The generation gap: Covid-19 had more impact on younger people's personal lives.** In per cent.



Jointly for all 12 countries polled. Excluding those who responded "Prefer not to say" (4 per cent for under 30; 2 per cent for over 60). For more details on the segmentation, see preceding graphs or methodology box at the end of the paper.

Source: Datapraxis and YouGov (DE, FR, DK, ES, PL, PT, SE, IT, AT), AnalitiQs (NL), Alpha (BG), and Szondaphone (HU). 2021 © All rights reserved  
ECFR · ecf.eu

Les chiffres sur les moyens d'information appellent deux autres éléments de contextualisation.

Tout d'abord, ils s'inscrivent dans une tendance générale à l'augmentation mondiale du nombre d'utilisateurs (cf. pour des données actualisées le blog hootsuite.com) : + 300 millions entre avril 2019 et avril 2020, + 520 millions entre avril 2020 et avril 2021.



Ensuite, pour les usagers européens interrogés par Sortlist, l'usage préférentiel n'est pas la recherche d'information mais le divertissement ou le maintien du contact avec la famille ou les amis.

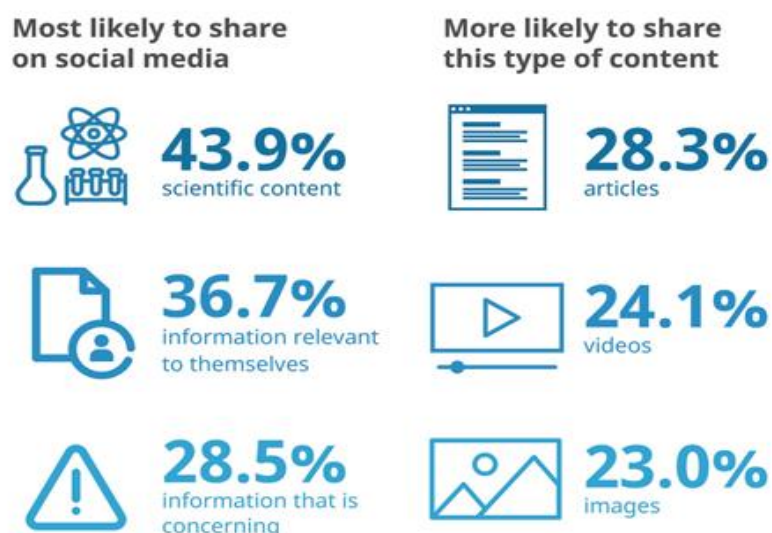
### Temps Passé vs Divertissement

	France <35	France >60	Espagne <35	Espagne >60	Allemagne <35	Allemagne >60	Pays-Bas <35	Pays-Bas >60
Temps moyen en ligne	Plus de 4h	Moins d'1h	Entre 2 et 3h	Entre 1 et 2h	Plus de 4h	Moins d'1h	Entre 2 et 3h	Entre 1 et 2h
Moyenne de personnes utilisant les réseaux pour le divertissement	33%	27%	14%	24%	38%	12%	30%	19%

Table: Sortlist • Created with Datawrapper

Il demeure qu'il s'agit là de vecteurs de communication propices à la communication sur la pandémie.

On en voit une illustration avec l'intérêt manifesté en cette période de covid-19 et sur ces réseaux concerne, selon la vaste étude menée par l'université de Melbourne, la science : <https://www.who.int/news-room/feature-stories/detail/social-media-covid-19-a-global-study-of-digital-crisis-interaction-among-gen-z-and-millennials>.

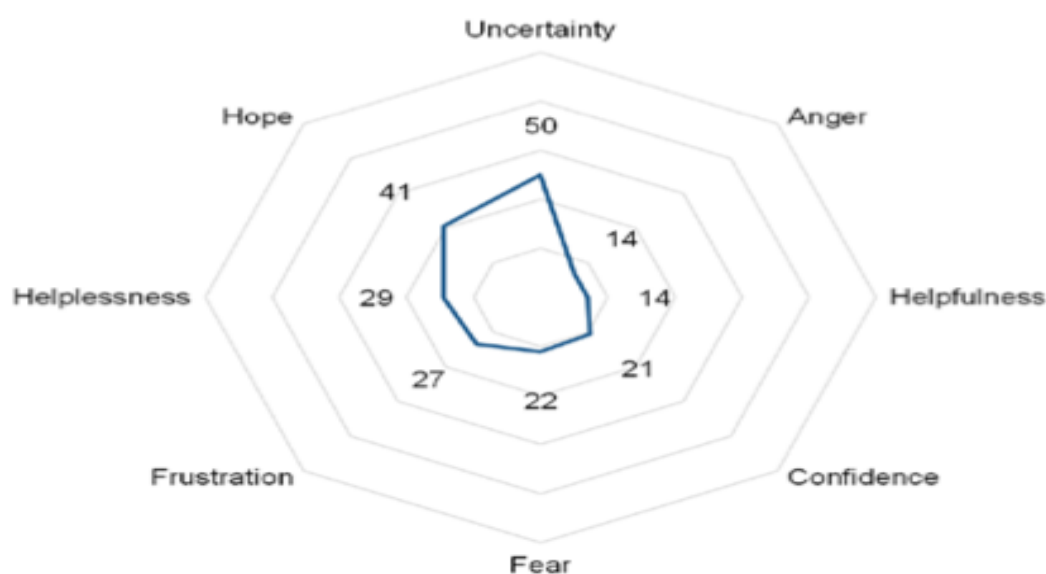


# La perception de la menace sanitaire

La réaction des Européens aux initiatives de leurs gouvernants face à la pandémie mais aussi leur opinion sur les initiatives de l'Union européenne à ce sujet dépendent de leur perception de la menace. Le sondage commandité par le Parlement européen au printemps 2020 permet de se faire une idée de l'état d'esprit des citoyens européens lors de la première vague et des confinements décidés par les différents États de l'UE.

Le premier élément est une forme de sidération devant l'événement qui vient de se dérouler et donc d'incertitude sur l'avenir. Comme le soulignent les auteurs du sondage, dans dix pays la moitié au moins des citoyens choisissent le mot « incertitude » pour décrire leur situation émotionnelle.

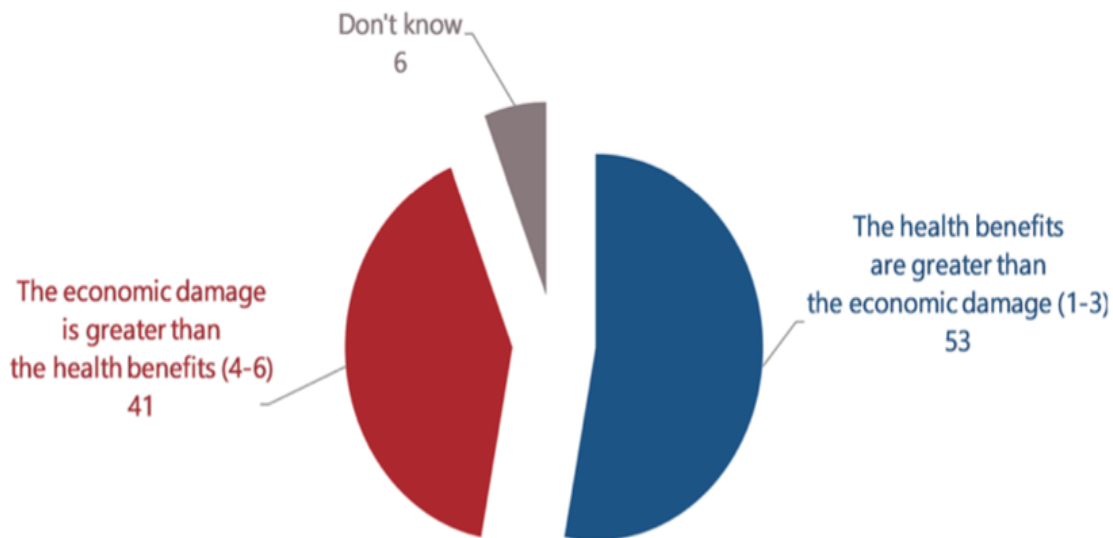
**Q11** What feelings best describes your current emotional status?  
Please select up to 3 answers. (MAX. 3 ANSWERS)  
(% - TOTAL)



A l'opposé, la confiance, élément essentiel de la démocratie, n'est citée que par 21% des Européens, en 6<sup>ème</sup> position des items proposés, tombant même à 10% en Pologne et à 11% en Espagne et en Grèce. Ces trois pays, avec la France et l'Italie en sus, forment un groupe où mes émotions négatives face à la crise sanitaire sont particulièrement marquées. Pour autant, en 2020 la colère est un sentiment peu cité, sinon par ceux qui se déclarent de manière générale en opposition vis à vis de leur gouvernement national (25%, au lieu de 7% parmi ceux qui le soutiennent).

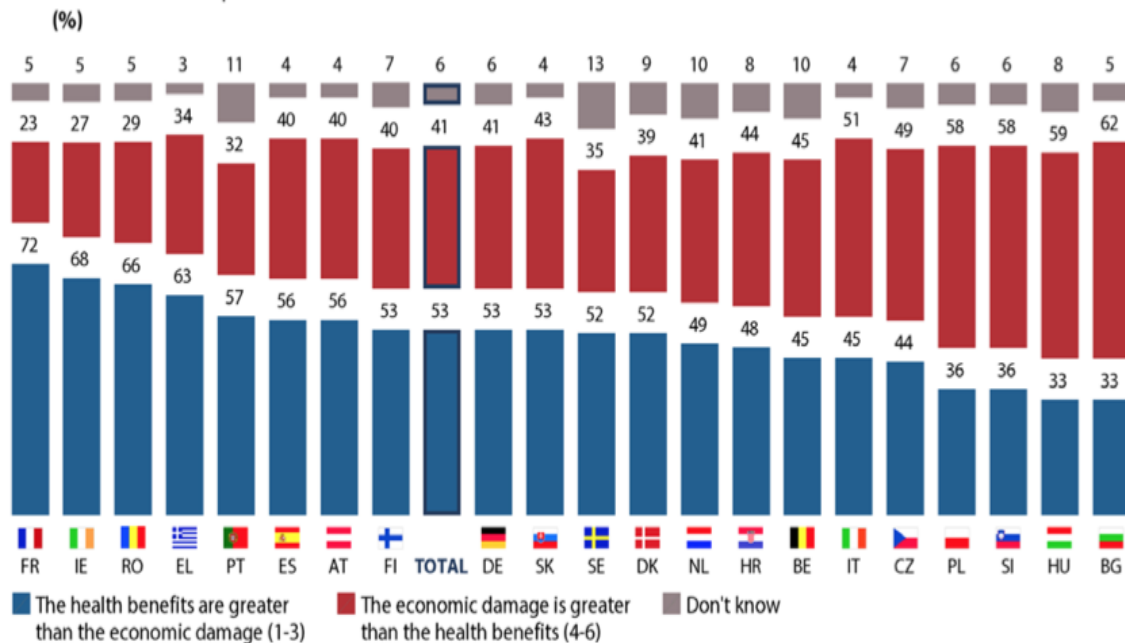
Notons également deux traits qui structurent durablement la perception des Européens sur le sujet. Tout d'abord la frustration fortement évoquée par les plus jeunes, ce qui marque une forte acuité de la variable d'âge face à la crise sanitaire. D'une part ils ressentent fortement sur leur mode de vie les mesures restrictives adoptées, notamment les confinements. D'autre part ils sont moins exposés au risque léthal que les seniors. L'autre variable est politique : plus on a une bonne opinion de son gouvernement et davantage on exprime des émotions positives en ce contexte de crise sanitaire. Cela n'est pas sans conséquence sur les différences inter-étatiques d'acceptabilité des mesures restrictives.

L'arbitrage entre santé et économie constitue aussi une bonne approche, quoiqu'indirecte, de l'attitude globale à l'égard de la pandémie. Au niveau de l'Union européenne, en mai 2020, et en utilisant une échelle de notation de 1 à 6, on peut établir une assez bonne acceptation des mesures restrictives, dont le bénéfice sanitaire est plus souvent jugé supérieur au coût économique :



Cette opinion est cependant très contrastée selon les États, sans qu'il soit ici pertinent de restituer les différences entre les bilans de mortalité due au Covid et entre les politiques restrictives suivies pays par pays.

**Q3** Where do you position yourself between these two statements regarding the consequences of the restriction measures in (OUR COUNTRY)? Please use this scale from 1 to 6, where "1" means that the health benefits are greater than the economic damage, and "6" that economic damage is greater than the health benefits, the remaining numbers indicates something in between these two positions.



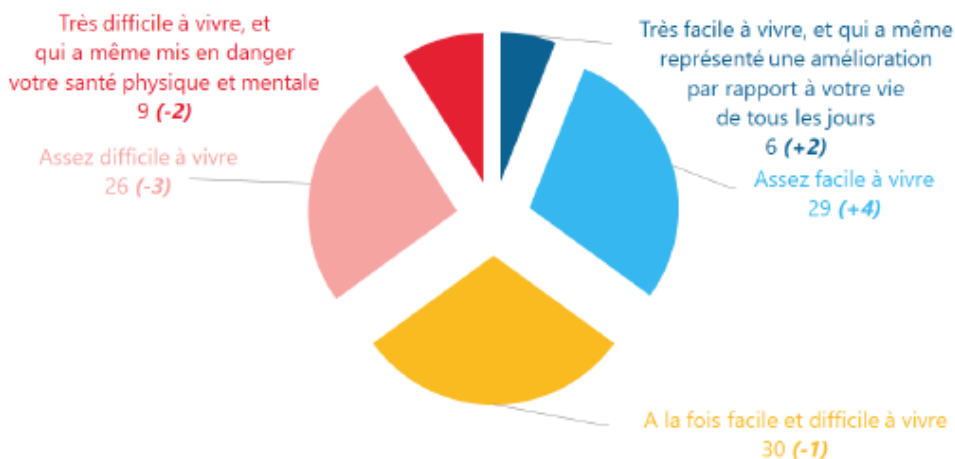
Il est significatif de souligner ici la relative corrélation entre ces opinions et l'attitude à l'égard de chaque gouvernement concerné, ici mesurée au niveau global de l'Union européenne, la première colonne rassemblant ceux ayant choisi une note de 1 à 3 (bénéfice sanitaire supérieur au coût économique), la deuxième ceux qui ont préféré une note de 4 à 6, la troisième rassemblant les sans réponse.

Support of the national government			
Support	59	37	4
Oppose	47	48	5

L'âge compte de nouveau, les plus âgés étant les plus réceptifs aux mesures restrictives, ainsi, avec un écart moindre, que les femmes par rapport aux hommes.

Par ailleurs, le temps passant, une certaine forme d'accoutumance semble se développer, nuanciant les données recueillies sous le choc du premier confinement :

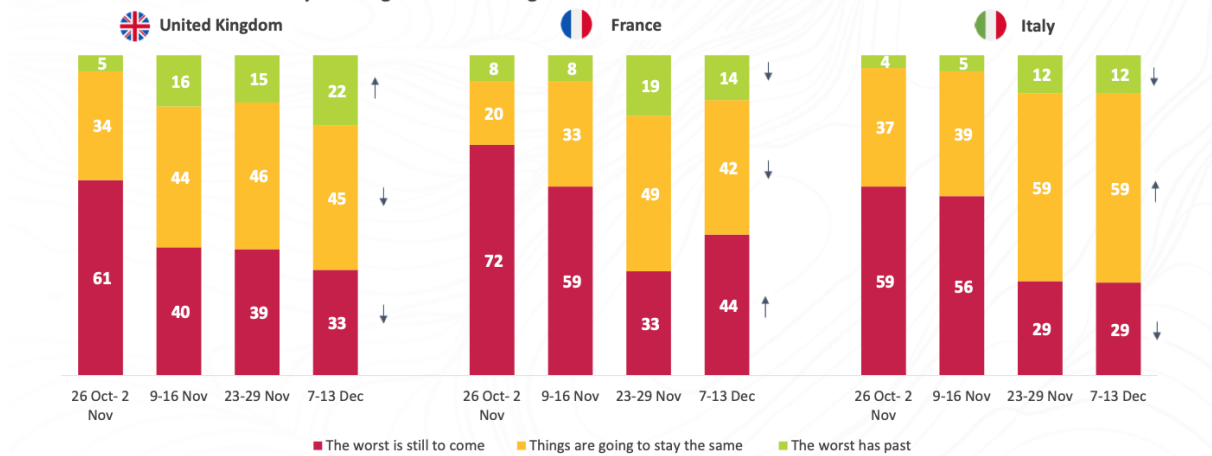
**QA20** En pensant aux mesures prises pour lutter contre la pandémie de coronavirus, en particulier les mesures de confinement, diriez-vous que cela a été une expérience facile ou difficile à vivre ?  
Une expérience...  
(% - UE)



(Printemps 2021 - Hiver 2020/2021)

Selon l'institut BVA, qui suit l'opinion sur la pandémie dans trois pays européens, dont deux membres de l'UE, en décembre 2021 le jugement majoritaire était que les choses allaient durer.

In the wake of its early approval of the Pfizer / BioNTech vaccine, opinion on the outlook for COVID-19 has improved significantly in the UK – with a more positive position than in France or Italy. However, this data was collected before media coverage of the second strain of COVID-19 and the decision by the UK government to tighten restrictions ahead of Christmas.



# L'existence de clivages entre les Européens

A travers l'étude réalisée dans le cadre de l'Eurobaromètre, des contrastes apparaissent qu'une autre enquête - celle menée par l'ECFR au printemps 2021<sup>1</sup>, un an après - souligne davantage.

On y retrouve le clivage générationnel, avec des jeunes particulièrement affectés par les mesures restrictives et des seniors plus sensibles au péril sanitaire, et aussi des divergences géographiques qui constituent un enjeu majeur pour la cohésion de l'Union européenne.

Dans le premier cas, comme le soulignent les auteurs du rapport, « le sondage a également mis en lumière un écart troublant entre les générations au sein de la société européenne. Près des deux tiers (64 %) des personnes âgées de 60 ans et plus ne se sentent pas personnellement touchées par la crise, tandis qu'une majorité de jeunes de moins de 30 ans (57 %) déclarent avoir été confrontés à la maladie et à des difficultés économiques au cours des dix-huit derniers mois. »

Dans le second cas, il s'agirait d'un nouveau clivage, après, schématiquement, celui ayant opposé le Sud et le Nord au sujet des dettes souveraines et de l'euro, puis le centre et la périphérie lors de la crise des migrants à partir de 2015.

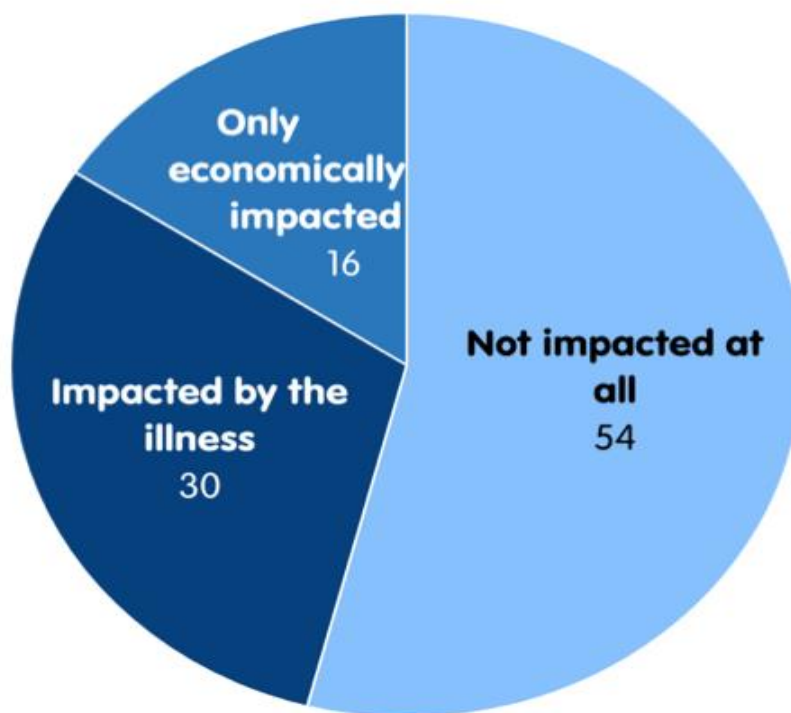
La ligne de partage n'est cependant pas évidente à tracer. L'étude d'ECFR propose de considérer l'impact ressenti à l'égard du Covid. Leur méthodologie sur cette question est ainsi décrite :

---

<sup>1</sup> Contrairement à l'Eurobaromètre, cette étude n'est menée que dans 12 pays (Autriche, Danemark, France, Allemagne, Italie, Pologne, Portugal, Espagne, Suède, Hollande, Bulgarie et Hongrie), en mai et juin 2021. ECFR est l'acronyme de l'European Council on Foreign Relations.

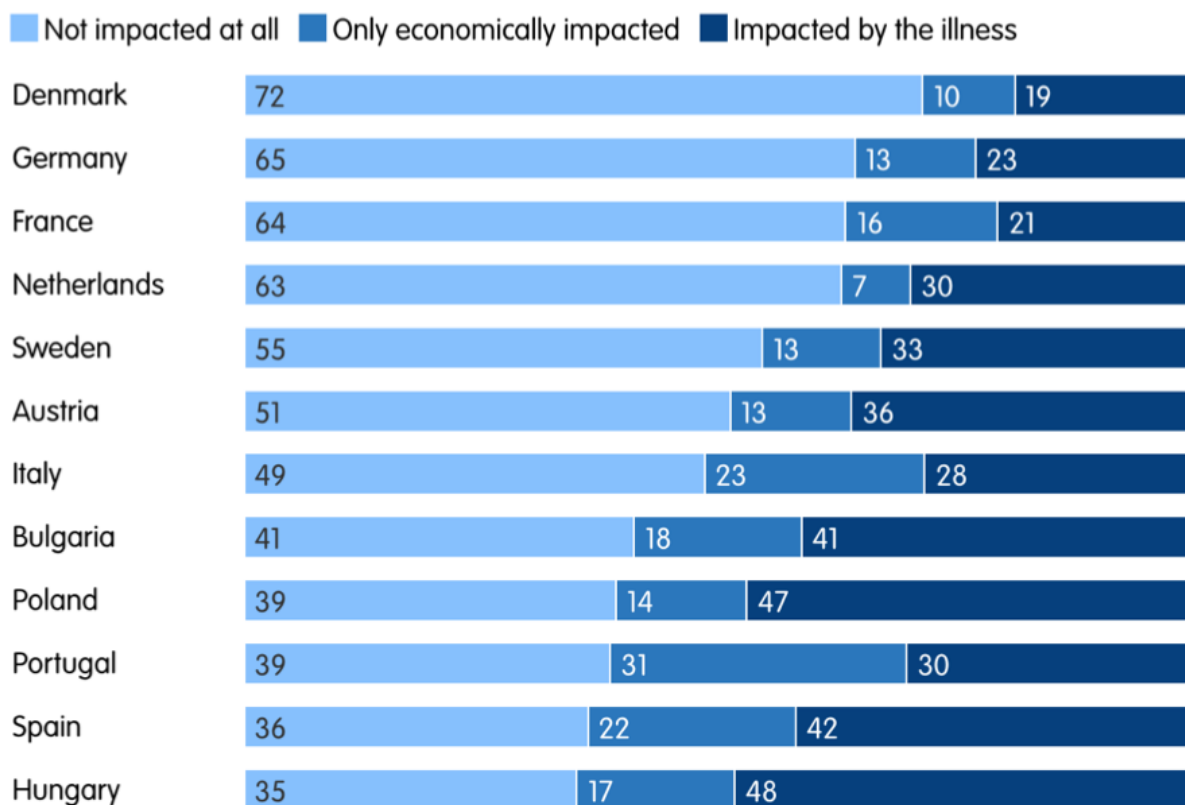
Jointly for all 12 countries polled. Excluding those who responded "Prefer not to say" (3 per cent). The question read: "Have you or a close friend or family member experienced any of the following because of covid?" The "impacted by the illness" includes those who chose at least one of the following options: "Contracting a serious case of covid"; "Being hospitalised for covid"; "Death of a friend"; "Death of a relative". The "only economically impacted" includes those who chose the option "Economic hardship (loss of income or loss of/change in employment)" but did not choose any of the health-related options. The "Not impacted at all" includes those who responded "None" to this question.

A partir de là, au niveau des 12 pays étudiés, la répartition des réponses est la suivante :



Ces résultats sont surtout intéressants par pays, avec une opposition entre pays de l'Est / Sud, très impactés, et de l'Ouest / Nord, beaucoup moins.

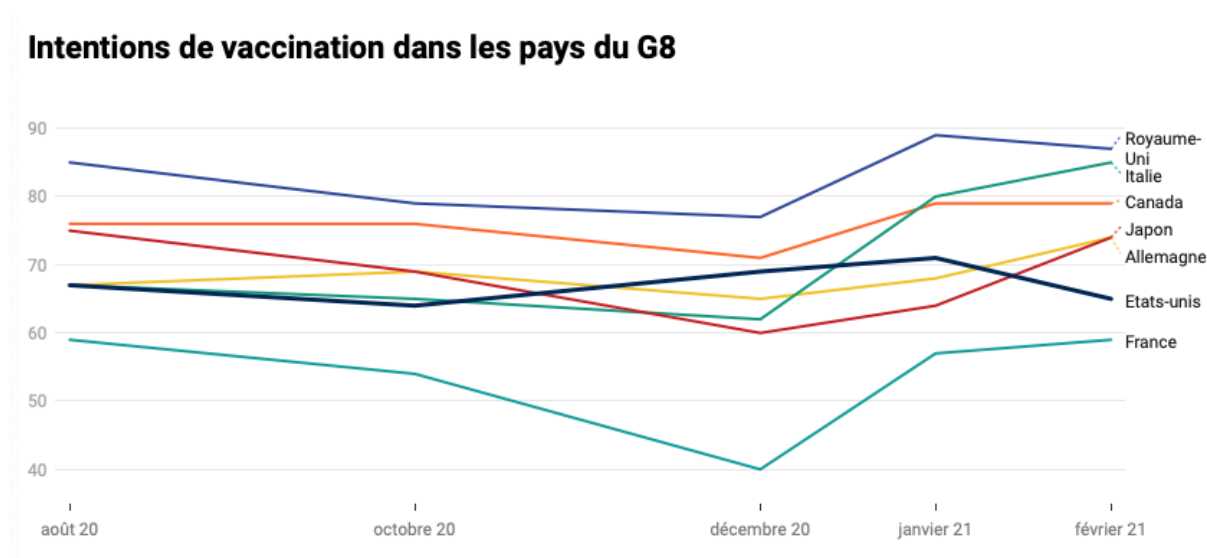




Les auteurs de cette étude considèrent que la pandémie raconte “le conte de deux Europe”, dans la lignée du clivage pays débiteurs / pays créanciers durant la crise de l’euro, ou bien pays d’accueil / pays de refus lors de la crise des réfugiés de 2015. Ils y voient l’annonce d’un schisme majeur, ce qui est tout à fait hypothétique, même si l’on peut penser que les différences de politique sanitaire entre les pays ainsi que les atteintes à la liberté de mouvement d’un pays à l’autre laisseront des traces dans les opinions publiques de l’Union européenne.

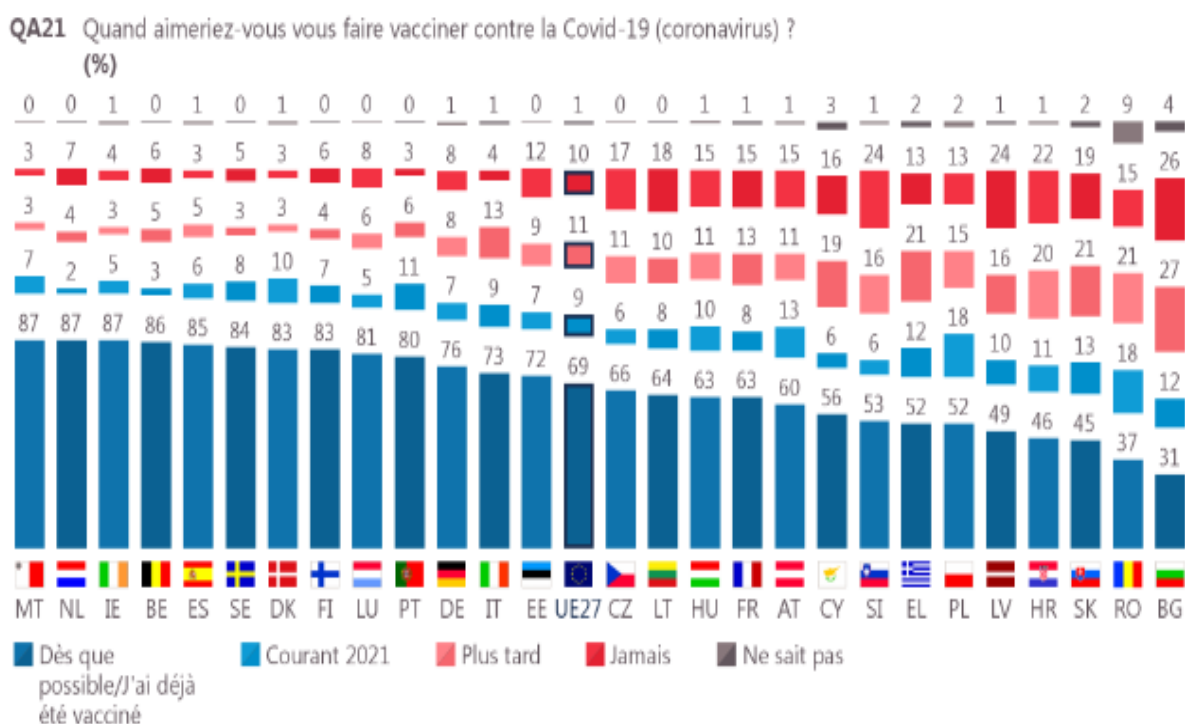
# L'accueil des processus vaccinaux

L'institut IPSOS Global Advisor réalise un suivi international des intentions de vaccination. Ainsi, il apparaît qu'après une baisse significative survenue en décembre 2020, on assiste à une remontée significative, ici dans les trois pays de l'Union Européenne étudiés (Italie, Allemagne, France) :



De manière générale, l'importance des mouvements « anti-vaccin » ou « anti-passe » est souvent surestimée. Certes, des manifestations d'une certaine ampleur ont eu lieu, par exemple en France à l'été 2021, occasionnant des images spectaculaires. Cependant, le caractère hétérogène des revendications portées ainsi que la diversité des groupes politiques soutenant ces mobilisations les ont affaiblis. La généralisation progressive de la pratique même de la vaccination dans les différents pays européens tend aussi à priver cette contestation d'une base stable dans la population.

Il n'apparaît pas de spécificité européenne par rapport aux pays non-membres de l'UE considérés dans les données de l'institut Ipsos, cependant que l'Eurobaromètre (printemps 2021) montre que le refus de principe de la vaccination est minoritaire dans les 27 pays, pour une moyenne européenne de 10%.

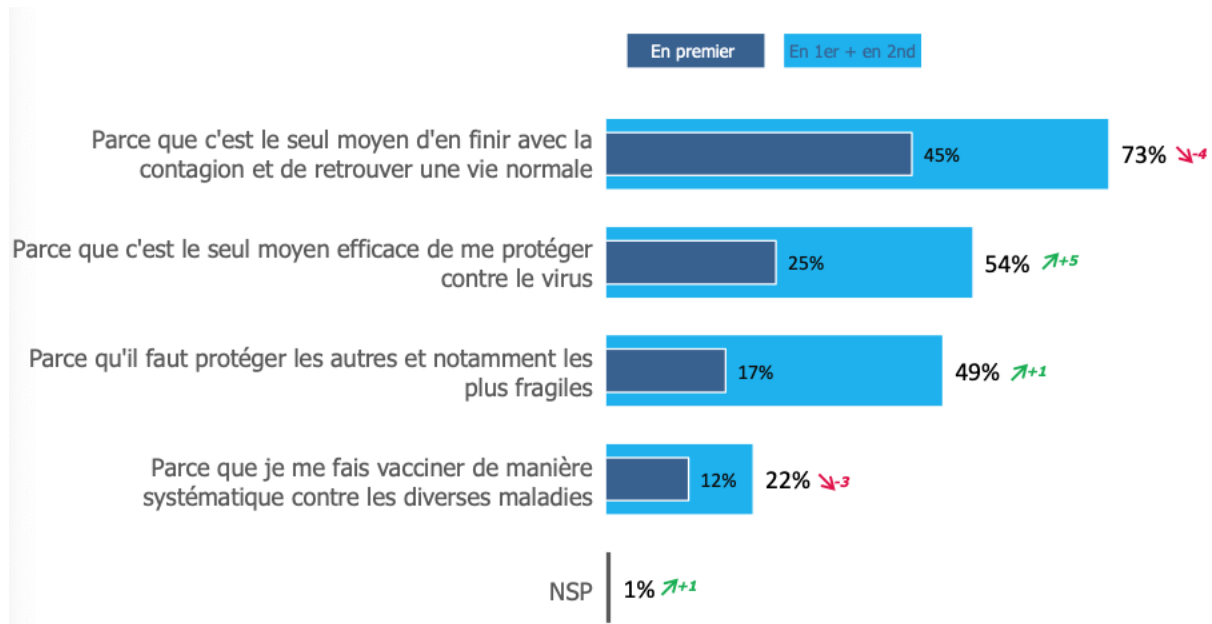


Ce tableau traduit sans doute plusieurs facteurs à la fois. D'une part la disponibilité des Européens pour le vaccin, mais aussi le niveau d'accessibilité du vaccin selon les pays et l'intensité relative des campagnes publiques de sensibilisation.

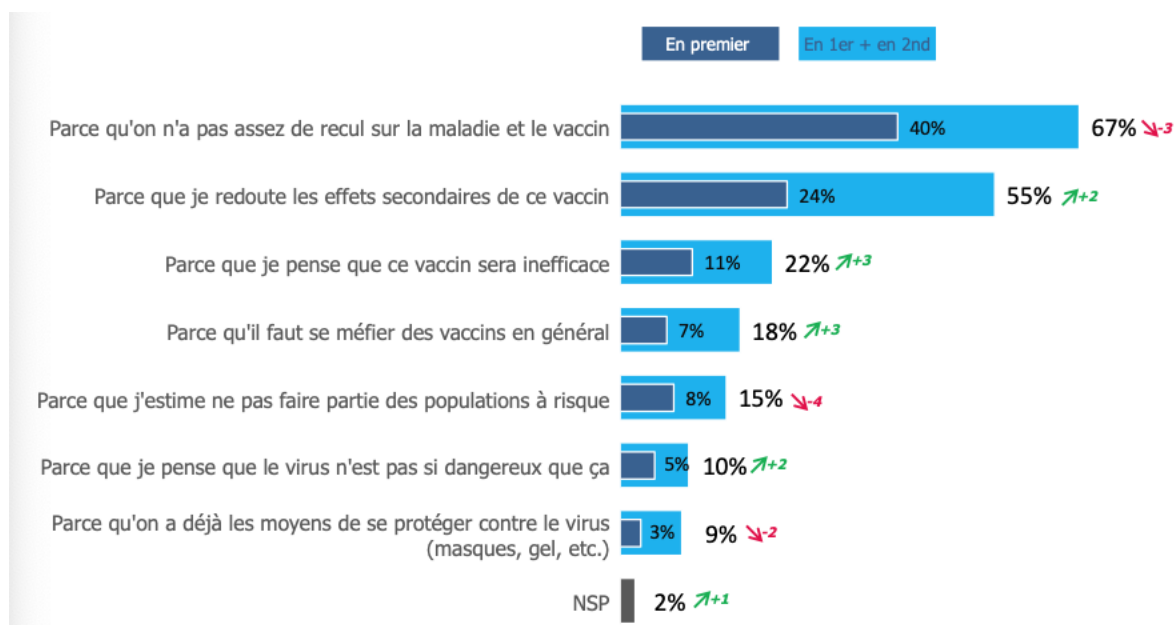
La Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie, la Croatie et la Lettonie se distinguent en étant les cinq pays où la part des personnes soit déjà vaccinées soit déclarant vouloir le faire « dès que possible » est inférieure à 50%, au lieu d'une moyenne européenne de 69% de l'UE considérés.

L'étude menée en mai 2021 par OpinionWay pour le Cevipof permet de faire un zoom qualitatif sur un cas, la situation française : quelles sont les raisons choisies pour justifier l'intention d'aller ou non se faire vacciner ?

Dans le premier l'objectif est d'abord de « retrouver une vie normale » :

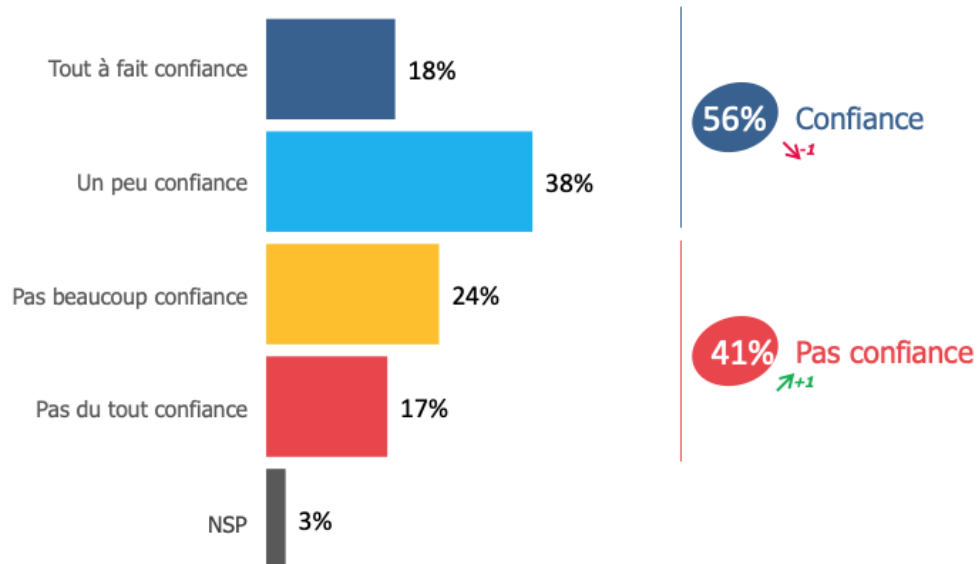


Pour les seconds, ceux qui hésitent ou refusent de se faire vacciner, c'est principalement le « manque de recul » qui est invoqué :



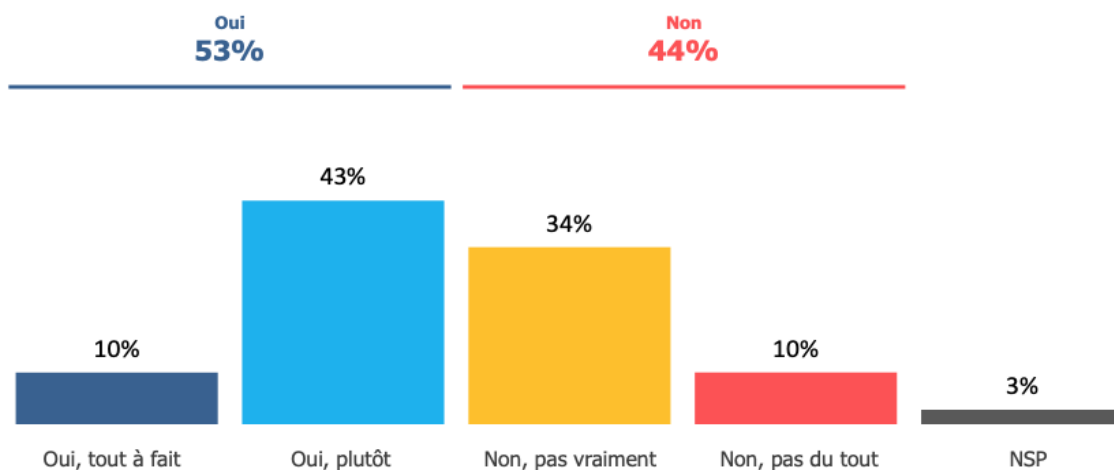
Cette question est directement liée à celle de la crédibilité de la parole publique, que l'on examinera ensuite au niveau européen :

1832 Individus  
 Vac4. Pour la campagne de vaccination contre le Covid19, faites-vous confiance aux pouvoirs publics pour surveiller l'apparition d'effets secondaires liés au vaccin et prendre les mesures qui s'imposent dans ce cas-là ?



Mais il apparaît aussi qu'en mai 2021 une bonne partie des Français, pourtant à 73% convaincus que « le bénéfice collectif de la vaccination vaut la peine de se faire vacciner contre la Covid-19 », ne pensent que la vaccination suffira à sortir rapidement de la crise sanitaire.

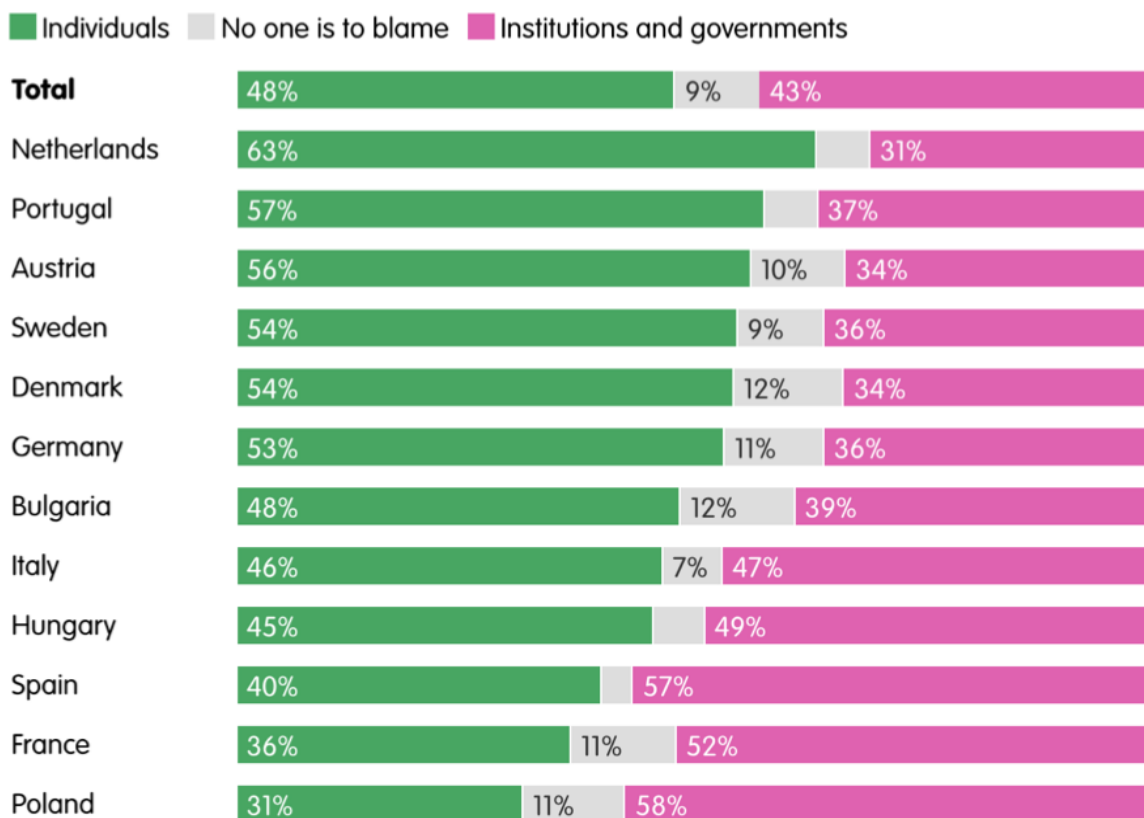
1832 Individus  
 NEW\_VAC5. Pensez-vous que la vaccination contre la Covid-19 permettra de sortir rapidement de la crise sanitaire?



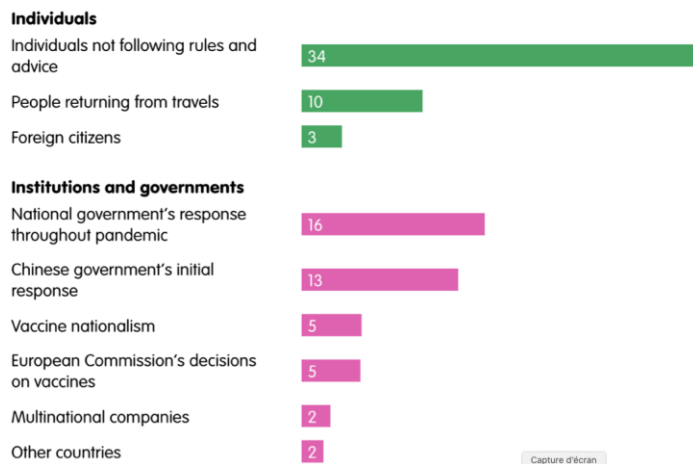
# La crédibilité de la parole publique

Les données de l'ECFR indiquent, à partir de la question « qui, dans la liste suivante, est le plus responsable de l'impact actuel du coronavirus dans votre pays » ? une forte proportion d'individus considérant que les institutions et les gouvernements sont responsables d'une manière ou d'une autre de la crise de la covid-19.

## Europeans are divided on who to blame for the covid-19 crisis. In per cent.



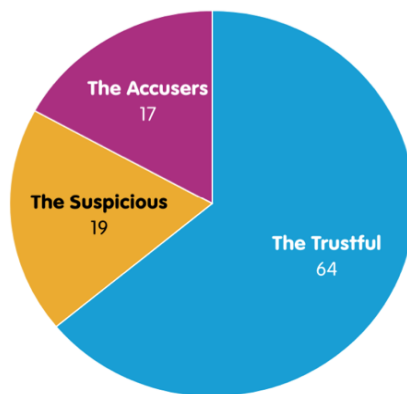
Ces chiffres correspondent au regroupement de plusieurs réponses possibles :



Il est assez frappant de constater une mise en cause de la parole publique qui va jusqu'à supposer chez les gouvernants un agenda caché. Ainsi, les chercheurs de l'ECFR remarquent que « 17 % des personnes interrogées pensent que les motivations de leur gouvernement au cours des dix-huit derniers mois de restrictions étaient de « contrôler le public ». Parmi les habitants des 12 États membres interrogés, les Polonais se sont montrés les plus sceptiques sur ce point, avec seulement 38 % qui pensent que la stratégie de leur gouvernement vise uniquement à limiter la propagation du virus. En France également, une forte minorité (24 %) pense que la motivation première de l'intervention de l'État est de « contrôler le public » (ce chiffre est encore plus élevé – 37 % – parmi les partisans actuels de la candidate présidentielle d'extrême droite, Marine Le Pen). »

Il est même possible selon eux de distinguer trois groupes d'individus : les « trustful », les « suspicious » et les « accusers ». Les premiers pensent que la principale motivation des politiques gouvernementales restrictives consiste en la santé publique et la volonté d'arrêter le virus. Les deuxièmes pensent qu'il s'agit de cacher l'impuissance ou l'incompétence des gouvernements par un simulacre d'action. Les troisièmes accusent les gouvernements d'utiliser le covid-19 pour accroître le contrôle sur la vie des gens.

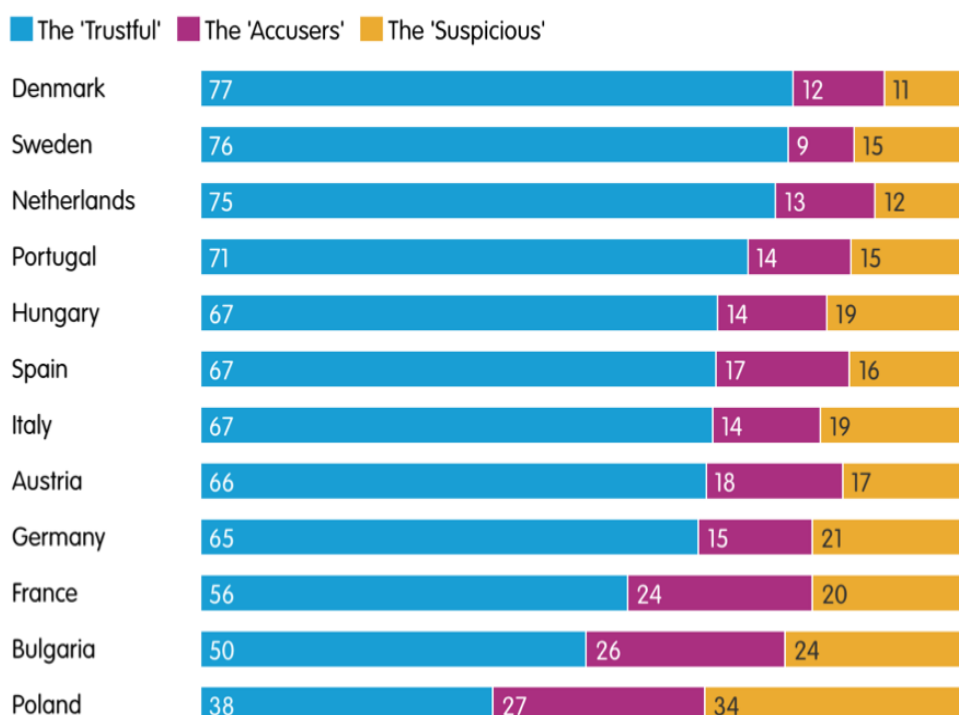
A partir de cette typologie, les analystes de l'ECFR arrivent à une répartition globale au niveau européen.



Jointly for all 12 countries polled. Excluding those who responded "Don't know" and "None of the above" (9 per cent). The question read: "Thinking about the lockdowns that have been imposed since the covid-19 pandemic, which of the following statements is closest to your view?" The answers were: (1) The main motivation for restrictions/lockdowns is to help limit the spread of the virus [The Trustful]. (2) The main motivation for restrictions/lockdowns is to give the government an excuse to control the public [The Accusers]. (3) The main motivation for restrictions/lockdowns is to make it look like the government is in control of the situation [The Suspicious].

Cette distribution sur les douze pays étudiés

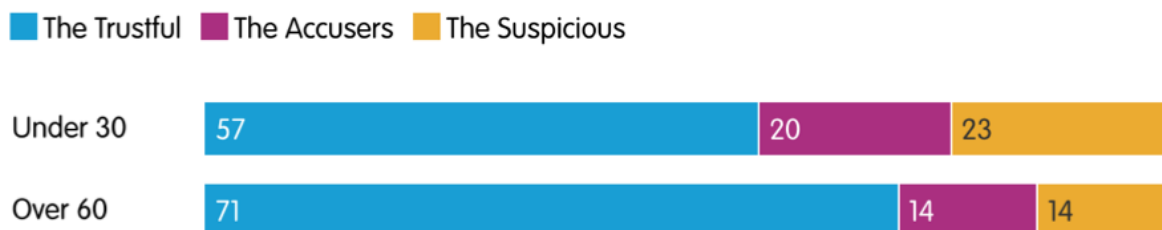
dissimule cependant des variations importantes selon les États, avec une proportion singulièrement moindre de « trustfuls » en Pologne, surtout, mais aussi en Bulgarie et en France



A côté de ce clivage géographique, le clivage générationnel se manifeste à nouveau. Les jeunes sont particulièrement nombreux à mettre en cause les motivations des gouvernants lorsqu'ils imposent des mesures restrictives.

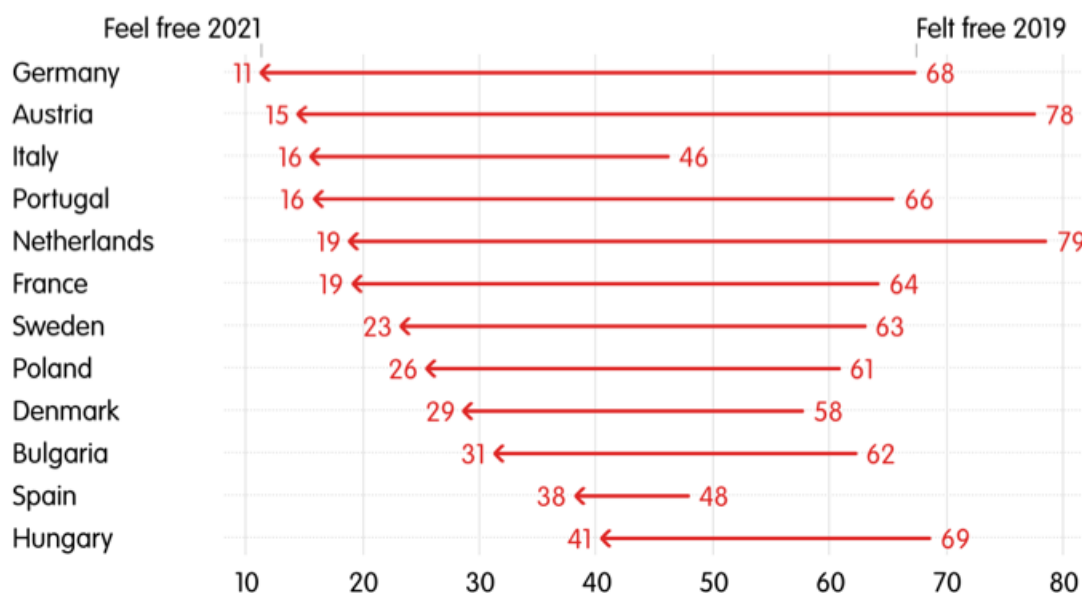


## Younger people are more sceptical about government motivations when introducing covid-19 restrictions. In per cent.

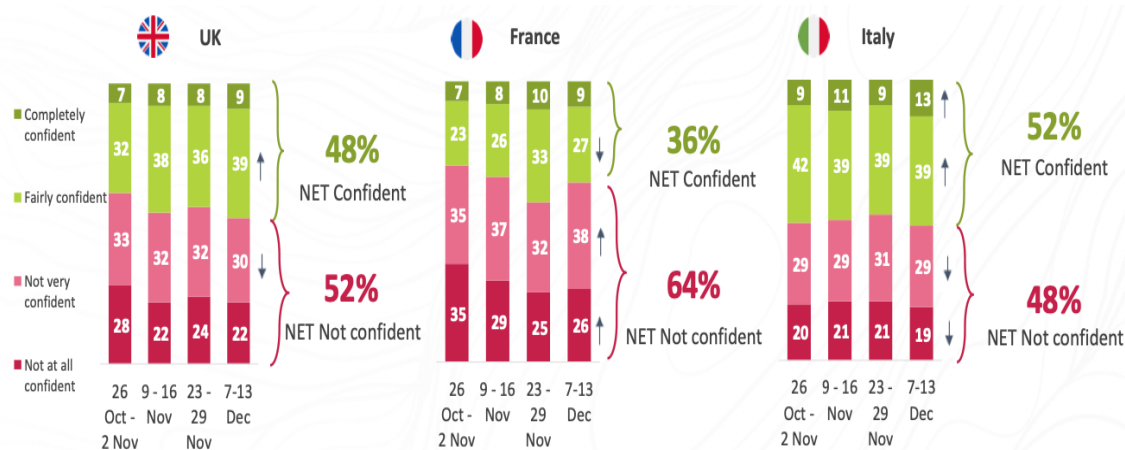


L'étude de l'ECFR permet en outre une comparaison dans le temps, montrant bien l'extraordinaire impact du covid-19 et de ses conséquences publiques sur le sentiment de liberté éprouvé par les citoyens européens.

Ainsi, en regard des réponses obtenues sur la même question deux ans auparavant, en 2019, les écarts sont très importants, variant de 10 points (Espagne) à 63 points (Autriche) :



De son côté, dans trois pays, BVA montre des niveaux de confiance très variable dans la capacité du gouvernement à maîtriser la crise (décembre 2021) :



Les fortes différences entre des pays de taille et de niveau de développement très proches renvoient largement à des niveaux de confiance générale pour l'exécutif, la France se signalant de ce point de vue par une moindre assise politique.

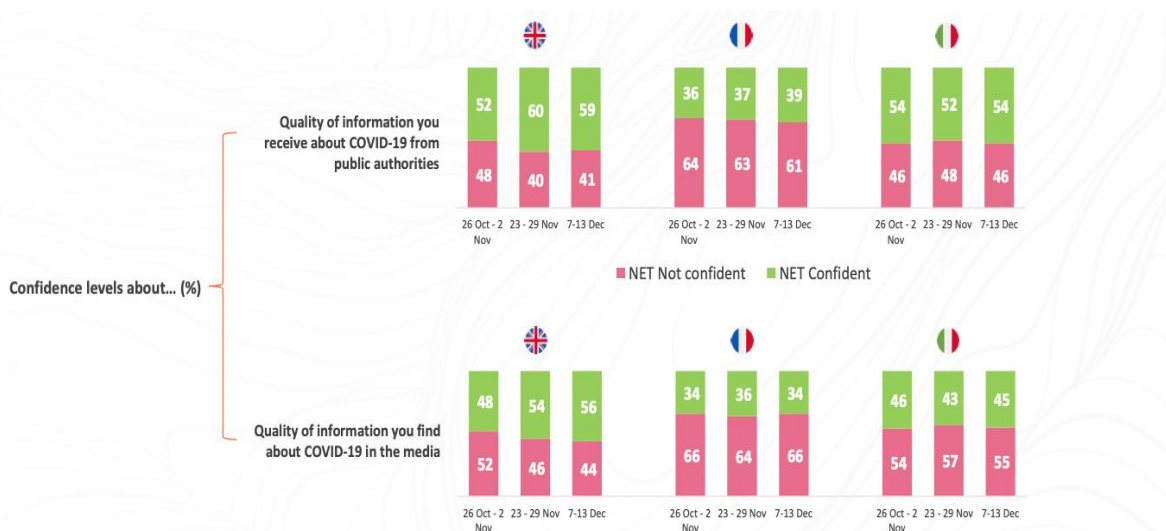
Ainsi le sondage du Cevipof réalisé au début de la crise, en avril 2020, souligne cette faible confiance des Français dans leur démocratie :

Q22. Diriez-vous qu'en France/Allemagne/Royaume-Uni la démocratie fonctionne très bien, assez bien, pas très bien ou pas bien du tout ?

	France	Allemagne	Royaume-Uni
<b>Sous-total Bien</b>	<b>41%</b> ↗6	<b>69%</b> ↗14	<b>72%</b> ↗18
Très bien	4%	14%	15%
Assez bien	37%	55%	57%
<b>Sous-total Pas bien</b>	<b>57%</b> ↘	<b>30%</b> ↘13	<b>26%</b> ↘18
Pas très bien	38%	23%	21%
Pas bien du tout	19%	7%	5%
<b>NSP</b>	<b>2%</b> ↗1	<b>1%</b> ↘1	<b>2%</b> ➡

↗ ↘ Comparatif par rapport à la vague 11 (février 2020)

Le plus préoccupant dans le cas français, qui diffère sur ce point de l'Italie, est la faible confiance en l'information venue des autorités publiques.



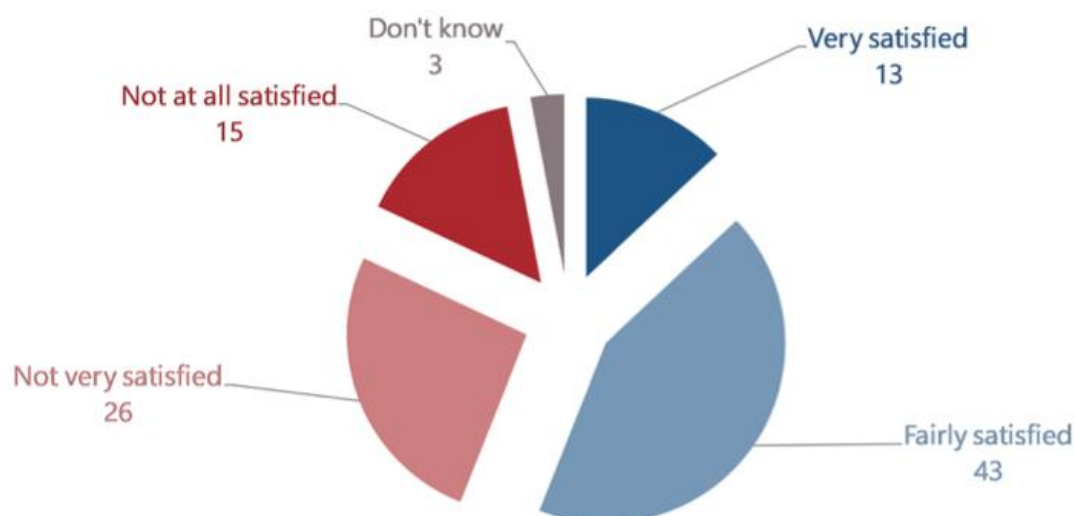
Cette situation de l'opinion peut être expliquée de différentes manières, variables selon les États, sans omettre les éventuelles erreurs de communication des gouvernants. Ainsi, en France, les tâtonnements initiaux de différents ministres, certains allant jusqu'à remettre en cause publiquement l'utilité du port du masque sanitaire, n'ont pu qu'ébranler la confiance du public. Il est cependant probable que la force de l'événement, son caractère inédit, l'importance des mesures prises telles le confinement total, et enfin sa durée, tout cela ouvre le champ à des explications bricolées, si l'on peut dire, en usant des réseaux sociaux et des interprétations innombrables disponibles sur internet. Cela d'autant plus que les prises de parole des scientifiques n'étaient pas toujours concordantes.

Il faut ici signaler les efforts de l'Union européenne pour apporter des réponses aux interrogations des citoyens des 27 pays membres, par exemple sur le site de la Commission européenne : [https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/coronavirus-response\\_en](https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/coronavirus-response_en). Il serait intéressant de hiérarchiser la crédibilité des différentes sources d'information, notamment sur internet, en tenant compte des modifications d'usage des réseaux sociaux et de la Toile induites par la période, et notamment par les confinements.

## L'acceptation des mesures restrictives

Il importe de prendre la mesure de la désorientation de l'opinion face à une situation radicalement inédite. Malgré toutes les critiques émises, malgré la perception massive d'une perte de liberté, malgré aussi les chiffres de la mortalité due au Covid-19, les gouvernements nationaux jouissent dans les premiers mois de la pandémie d'un préjugé favorable, ce dont témoigne l'enquête Eurobaromètre d'avril-mai 2020. A ce moment-là, une forte majorité des Européens se déclarent satisfaits des mesures prises par leur propre gouvernement national :

**Q2** How satisfied or not are you with the measures your government has taken so far against the coronavirus pandemic?  
(% - TOTAL)

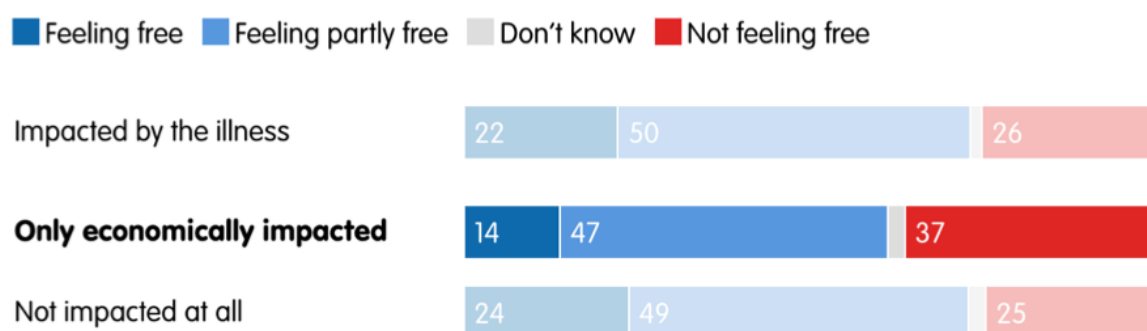


La carte par pays de ce taux de satisfaction ne laisse pas apparaître de grands ensembles régionaux au niveau européen, l'hypothèse la plus vraisemblable étant l'influence non seulement des mesures adoptées, mais aussi du niveau de popularité de l'exécutif dans chaque État considéré.

On peut cependant au vu des différents sondages étudiés penser que l'impact

économique du Covid-19 et des mesures restrictives adoptées, ainsi que les dispositifs d'aide financière mis en place pays par pays jouent un rôle majeur.

Ainsi, une question posée dans l'enquête de l'ECFR permet de cadrer l'impact de la pandémie et des politiques publiques en réponse - « how free do you feel in your everyday life today, in terms of your ability to lead your life as you see fit ? »

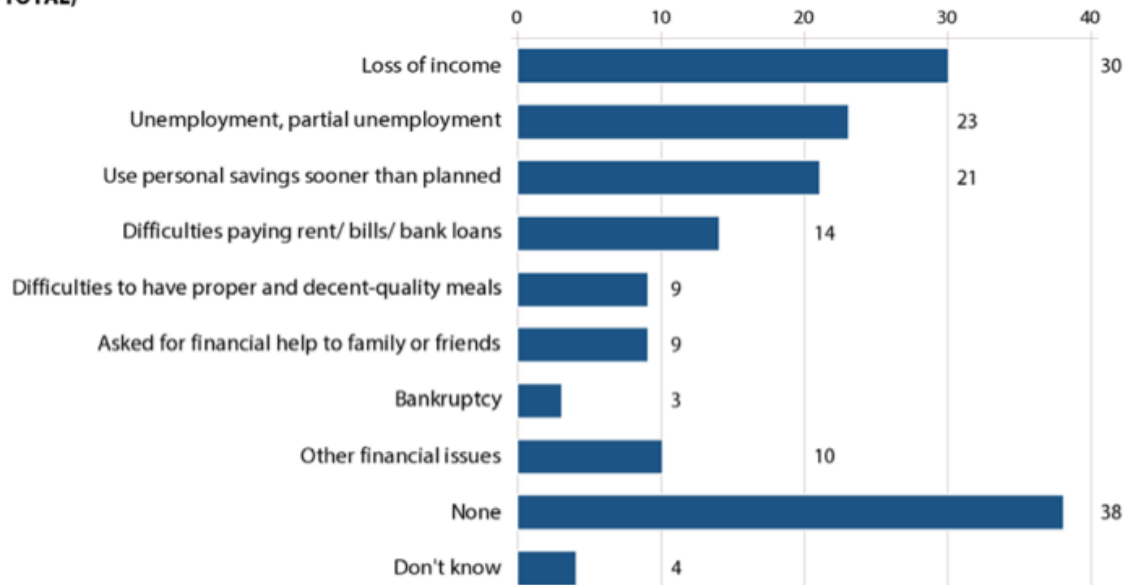


En d'autres termes, il semblerait que l'élément économique soit décisif dans l'appréhension des mesures restrictives, bien davantage que l'impact sanitaire ressenti.

On supporte d'autant plus mal les restrictions aux libertés qu'elles n'empêchent pas un coût économique.

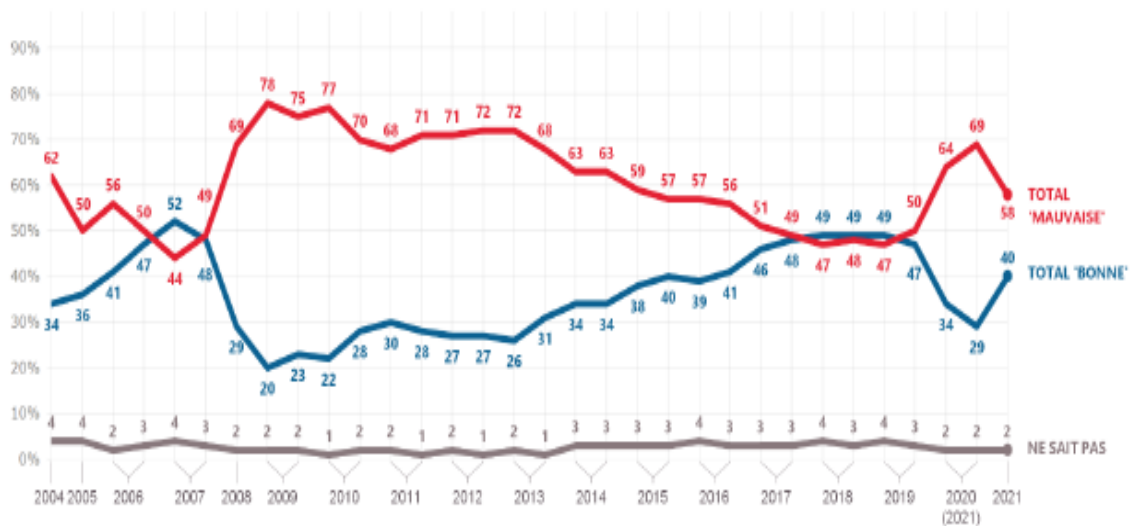
Or celui-ci, ramené au foyer de l'individu, a pu être considérable, comme le montrent les données du printemps 2020 (moyenne UE) présentées dans le tableau ci-après.

Have you experienced any of the following, since the start of the coronavirus pandemic in (OUR COUNTRY)?  
Please select all that apply. (MULTIPLE ANSWERS POSSIBLE)  
(% - TOTAL)



Ces données ont été recueillies dans un contexte de très grand pessimisme économique général, comme l'atteste ce tableau issu de l'Eurobaromètre 95 :

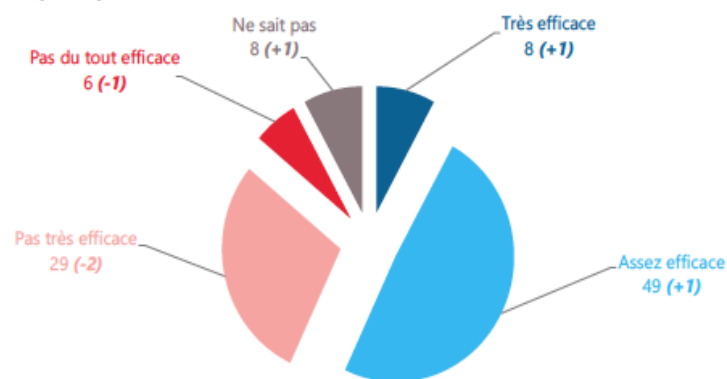
QA1a.2 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?  
La situation de l'économie (NATIONALITÉ) (% - UE)



Le recours à un emprunt européen, via le Plan de relance, et les aides multiples qui en ont découlées auront contribué, à côté du risque sanitaire en tant que tel, à une certaine acceptation des limitations de liberté. On rappellera ici qu'au printemps 2021 le plan de relance européen est considéré comme efficace par une nette majorité de citoyens de l'UE :

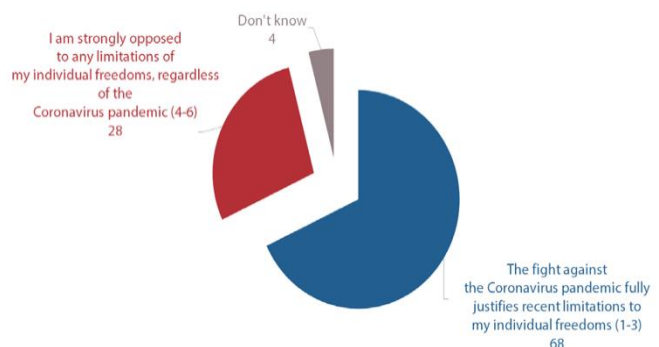
**QA18** L'UE a conçu un plan de relance de 750 milliards d'euros, NextGenerationEU, pour soutenir l'économie par le biais de subventions et de prêts. Dans quelle mesure ce plan est-il efficace ou non selon vous pour répondre aux conséquences économiques de la pandémie de coronavirus ?

(% - UE)



(Printemps 2021 - Hiver 2020/2021)

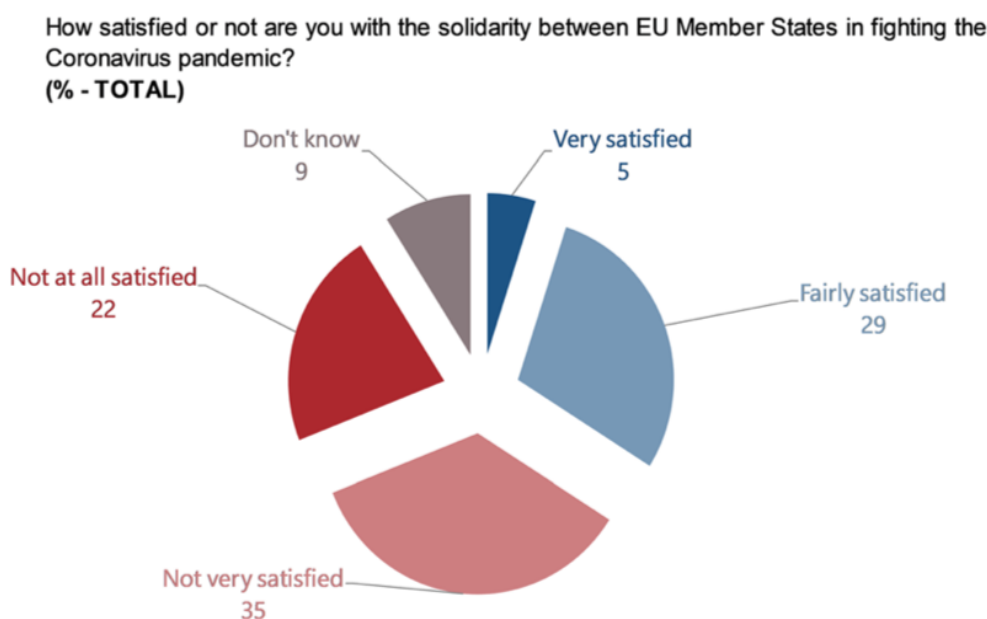
Ainsi, sous le choc initial de la pandémie, et alors qu'ils viennent souvent de subir un confinement des plus stricts, l'opposition de principe aux limitations des libertés individuelles est assez minoritaire parmi les Européens. Il y a d'ailleurs sur ce point précis peu de différences dans les réponses selon le sexe, l'âge ou le niveau de diplôme du répondant (printemps 2020).



# L'impact sur la crédibilité de l'Union européenne

Un élément très important pour la compréhension de l'impact de la crise sanitaire sur la perception de l'Union européenne est de se souvenir que la santé publique ne relève pour l'essentiel pas de ses domaines d'intervention. Au début surtout, la problématique se pose en creux : comment se débrouillent les États membres entre eux, sans le truchement de l'UE ?

Les données du sondage Eurobaromètre du printemps 2020 sont ici particulièrement utiles. Elles montrent que la réponse des Européens est alors franchement négative, 57% se disant insatisfaits de la solidarité entre États membres dans le combat contre la pandémie (contre seulement 34%).

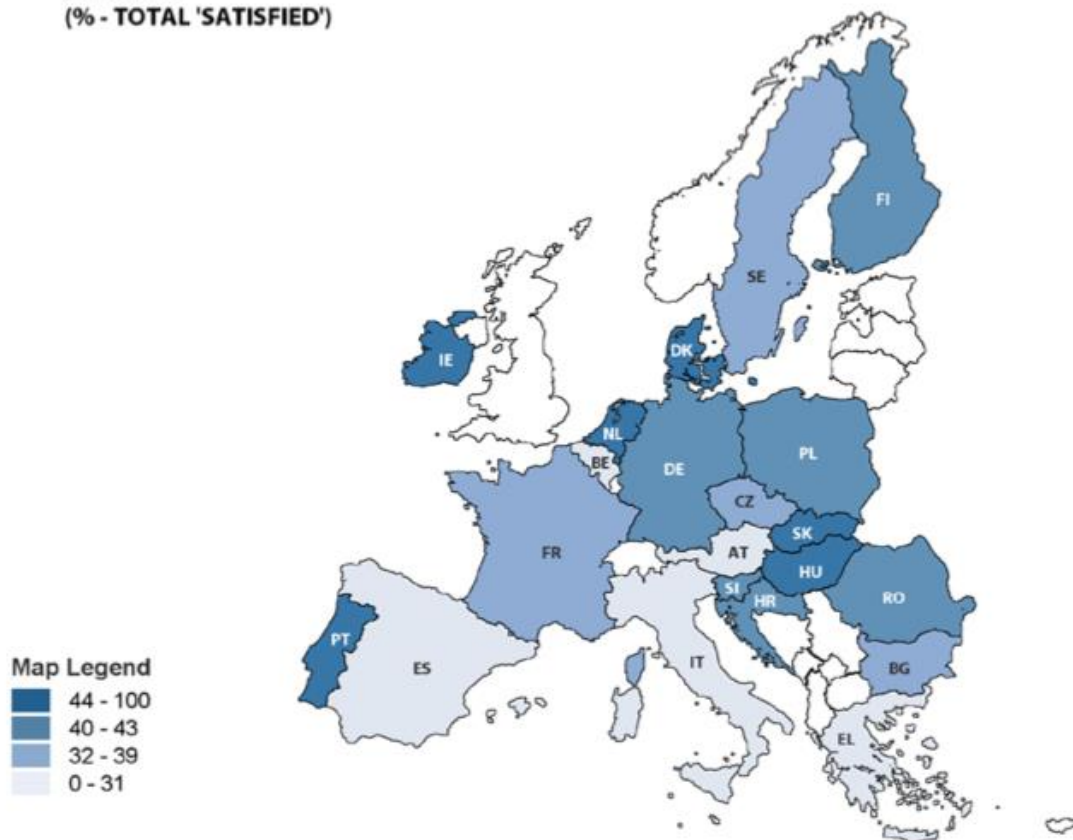


On retrouve ici un fort taux de réponses négatives dans des pays où l'opinion publique développe des sentiments particulièrement négatifs en cette période, tels la Grèce, l'Italie ou l'Espagne.



Ainsi, la carte européenne des jugements sur la qualité de la coopération entre États membres révèle de forts contrastes, derrière une moyenne européenne précédemment évoquée.

**Q4** How satisfied or not are you with the solidarity between EU Member States in fighting the Coronavirus pandemic?  
(% - TOTAL 'SATISFIED')

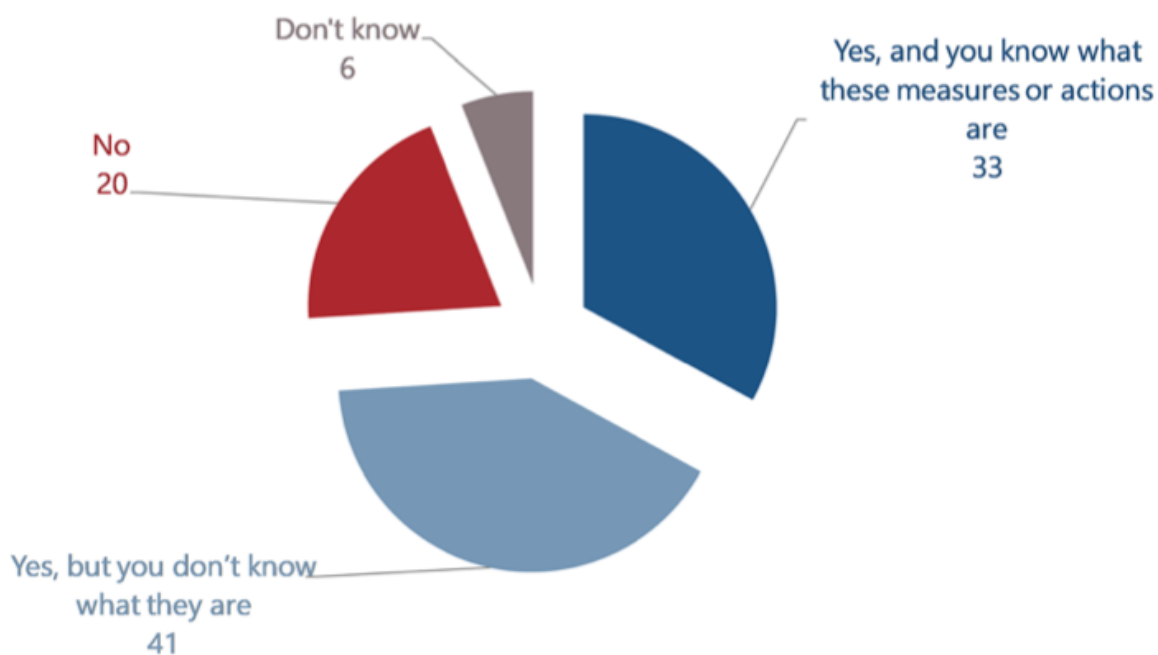


Qu'en déduire ? Sans doute dans certains cas l'application conjoncturelle d'un pessimisme profond sur le fonctionnement de l'UE, voire d'un doute sur la pertinence de l'idée européenne. Il apparaît cependant que ce jugement majoritaire à l'échelle de l'UE ouvre la voie à un discours sur le renforcement de celle-ci afin d'assurer une solidarité que l'on juge défailante lorsqu'elle dépend de la bonne volonté des États entre eux.

S'il n'apparaît pas au niveau des États de différence évidente selon l'ancienneté d'appartenance à l'UE, au niveau des individus une certaine régularité existe, l'insatisfaction à l'égard du niveau de solidarité entre pays croissant en fonction directe de l'âge. Intervient également le rapport à son propre gouvernement national, puisque 43% des soutiens de celui-ci (moyenne européenne) se disent satisfaits de la coopération des États, au lieu de 23% seulement de ceux qui s'en disent des opposants.

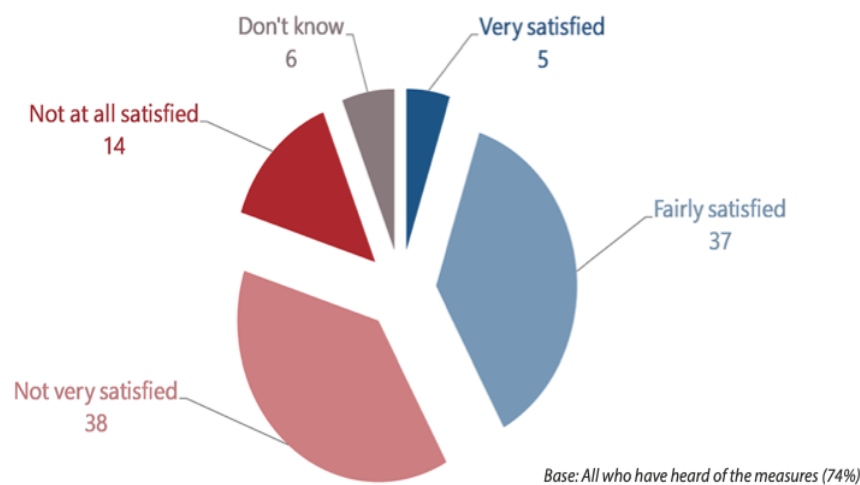
Face à cette carence relative des États, une opportunité apparaît pour affirmer l'utilité de l'échelon européen. Au stade de cette première étude, au printemps 2020 donc, après le choc de l'apparition de la pandémie et des confinements stricts, seul un tiers des Européens identifiaient des mesures ou des actions prises par l'UE.

Have you already heard, seen or read about measures or actions initiated by the EU to respond to the Coronavirus pandemic?  
(% - TOTAL)

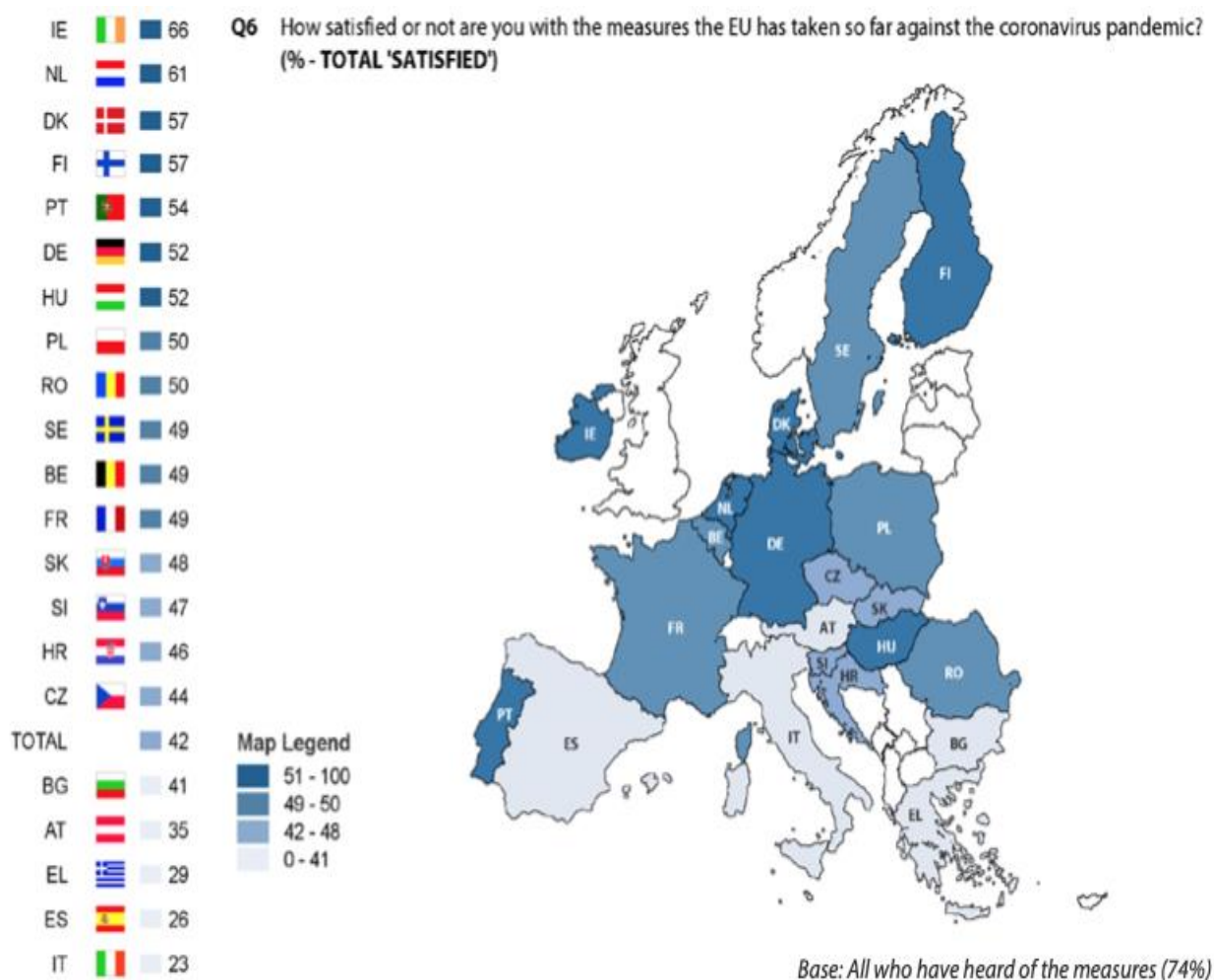


Il demeure que 74% déclarent savoir, même très vaguement, que l'UE a pris des initiatives pour répondre à la pandémie. Quel que soit le pays considéré, une majorité se dégage en ce sens. Dans le détail, plus on est diplômé, plus on est socialement aisé, davantage on se dit au courant que l'UE n'est pas restée inerte. On peut y voir l'effet d'une meilleure information, mais aussi sans doute d'un préjugé pro-européen plus prononcé. La partie n'est cependant pas évidente pour l'Union européenne. Quelques mois après l'arrivée de la pandémie sur le continent, 52% des Européens étant plus ou moins informés des mesures prises par l'UE – contre 42% - ne s'en disent pas satisfaits.

How satisfied or not are you with the measures the EU has taken so far against the coronavirus pandemic?  
(% - TOTAL)

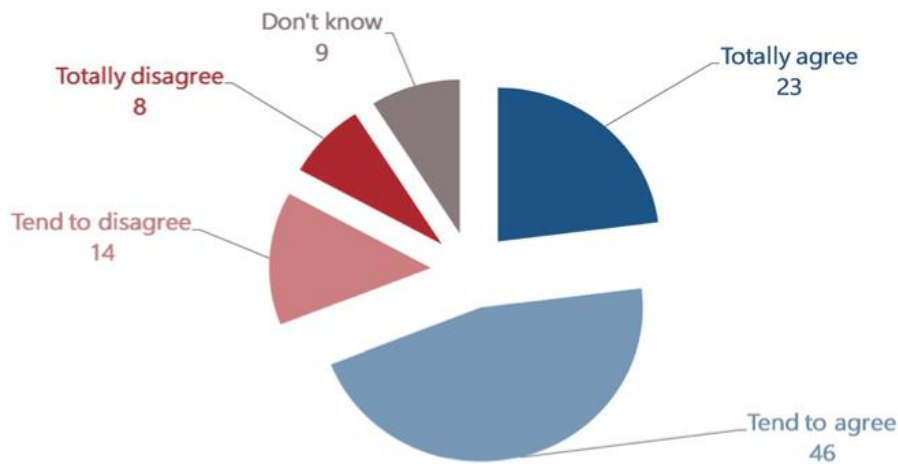


Le taux de satisfaction est particulièrement bas en Italie (23%), en Espagne (26%) et en Grèce (29%), ce qui dessine une carte où le Sud de l'Union européenne se distingue du reste.

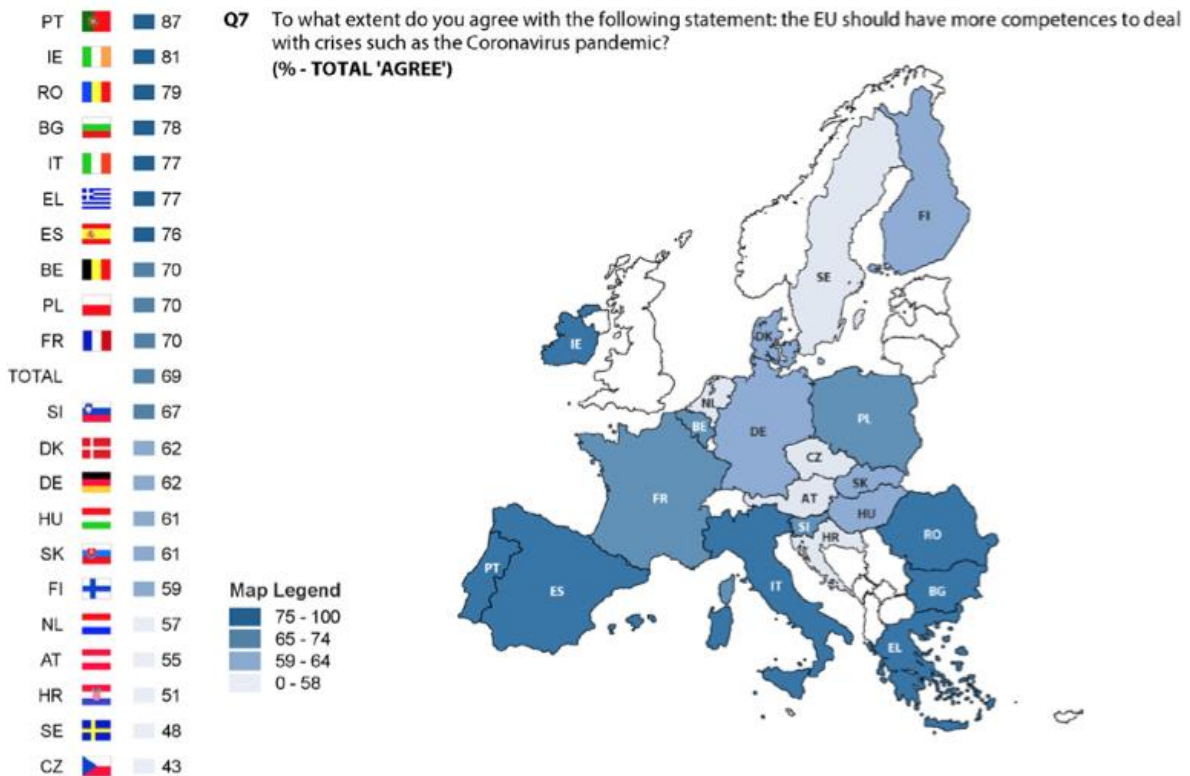


Point décisif : doit-on y voir l'expression, en 2020 toujours, d'un euroscepticisme de principe ? Apparemment pas, puisque les Européens considèrent alors massivement que l'UE devrait avoir des compétences accrues en matière de crises sanitaires.

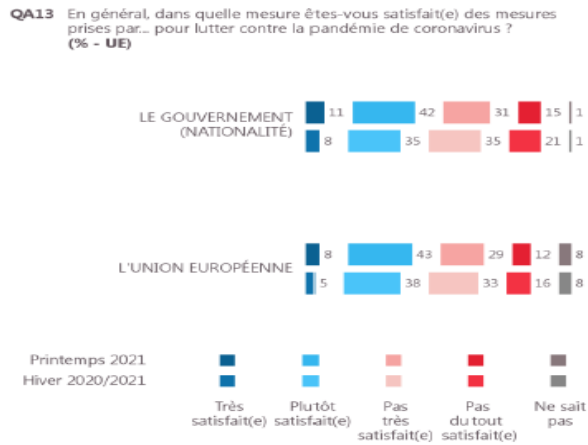
To what extent do you agree with the following statement: the EU should have more competences to deal with crises such as the Coronavirus pandemic?  
 (% - TOTAL)



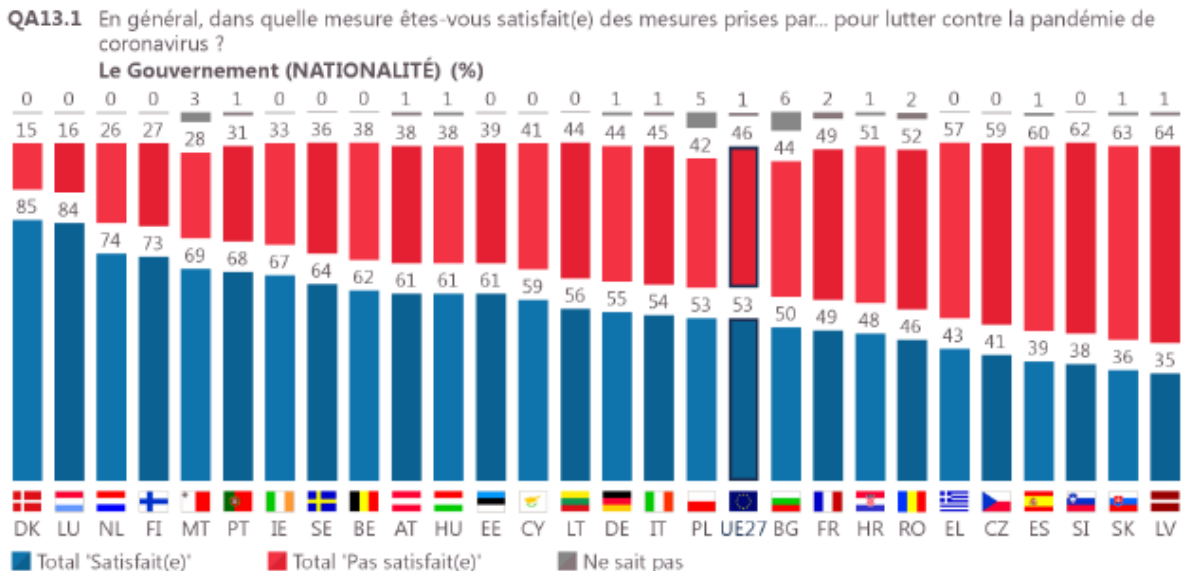
C'est particulièrement le cas dans le Sud de l'Europe, là où l'insatisfaction, comme on vient de le voir, était la plus grande.



Un an plus tard, en avril/mai 2021, les choses ont un peu évolué, à la faveur à la fois de l'UE et des gouvernements nationaux :

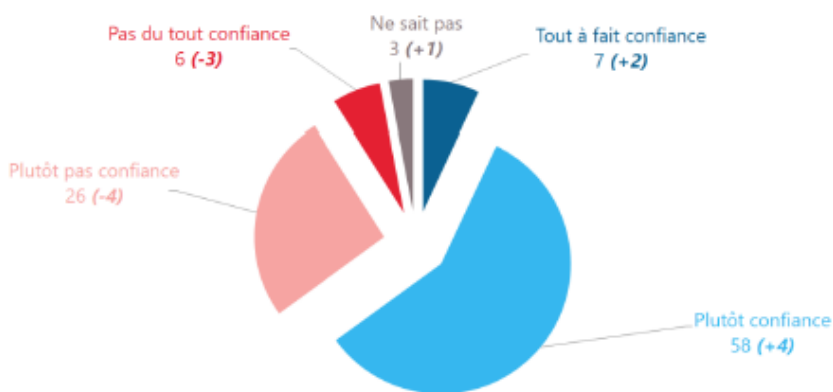


En ce qui concerne les gouvernements, cette moyenne européenne s'accompagne comme rarement de grandes variations nationales (2021) :



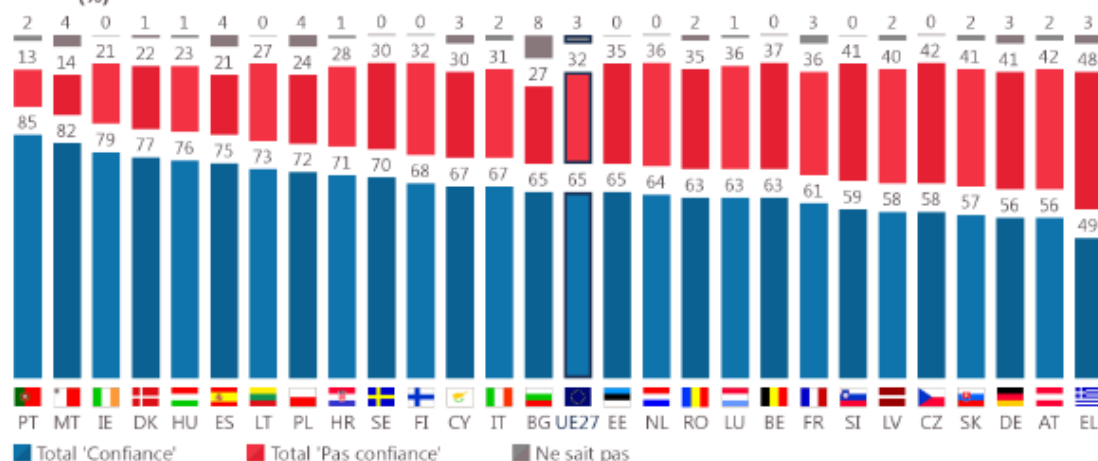
A l'inverse, dans quasiment tous les pays, l'Union européenne bénéficie d'une opinion favorable pour les décisions qu'elle pourrait prendre à l'avenir à propos de la pandémie, confirmant que la crise sanitaire renforce plutôt sa légitimité. Il s'agit d'une donnée politiquement importante pour ceux qui portent une critique de son fonctionnement et représente à des degrés divers une forme d'euroscpticisme.

**QA15** Si vous réfléchissez à la réponse de l'UE à la pandémie de coronavirus, dans quelle mesure faites-vous confiance ou non à l'UE pour prendre les bonnes décisions à l'avenir ?  
(% - UE)



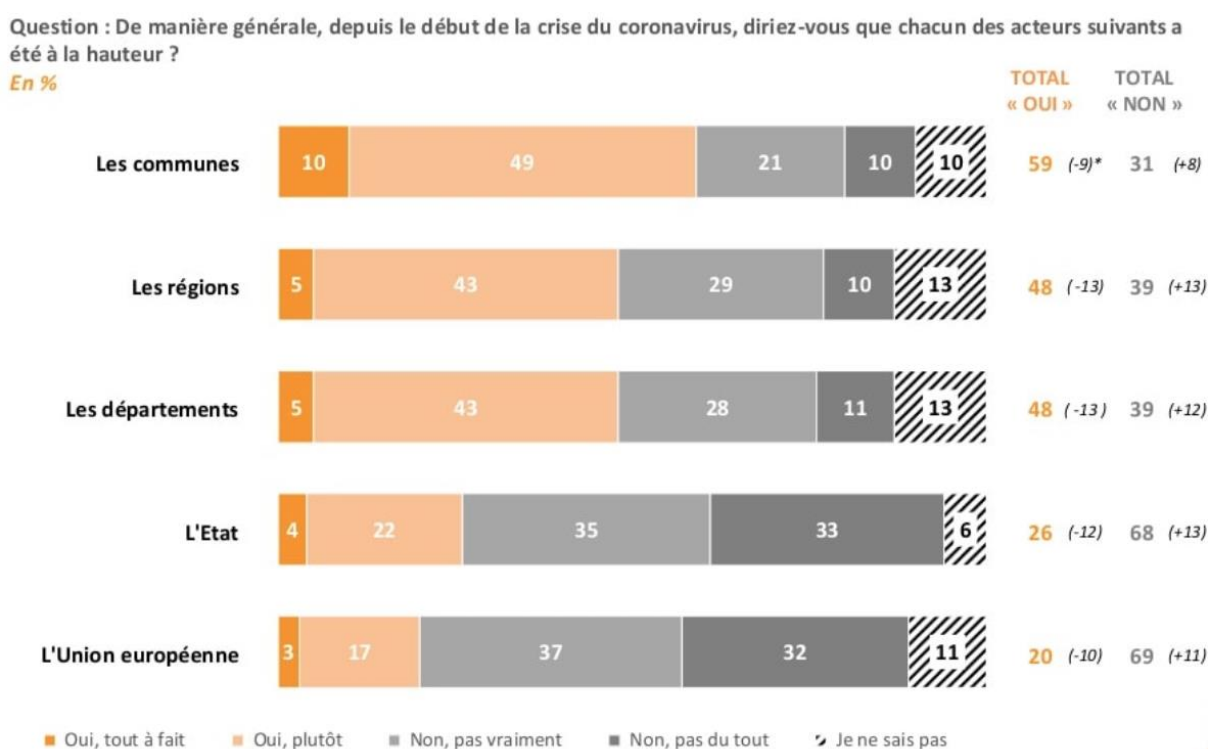
(Printemps 2021 - Hiver 2020/2021)

**QA15** Si vous réfléchissez à la réponse de l'UE à la pandémie de coronavirus, dans quelle mesure faites-vous confiance ou non à l'UE pour prendre les bonnes décisions à l'avenir ?  
(%)



Une analyse par pays serait utile pour déterminer l'écho des initiatives de l'Union Européenne. Prenons le cas français, où un sondage réalisé début avril 2021 par l'institut Elabe pour Les Echos et Radio Classique a donné un éclairage direct sur cette question tout en permettant des comparaisons avec une précédente étude menée dans les mêmes conditions en août 2020 et une autre en janvier 2022.

Tout d'abord, on mesure une prime évidente à la proximité des institutions, ce qui désavantage l'Union Européenne, plus encore que l'Etat.



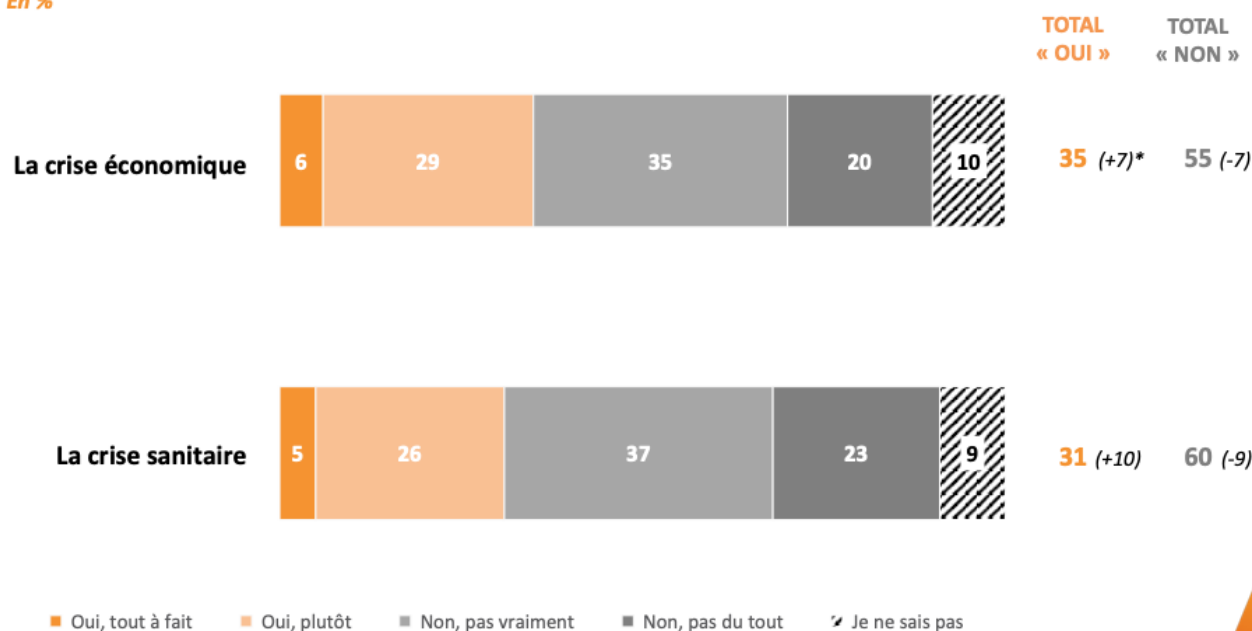
À côté de cette tendance naturelle des citoyens à privilégier l'échelon local, il faut cependant remarquer une évolution négative pour l'Union Européenne durant la pandémie, puisque la part de ceux jugeant qu'à n'a pas été « à la hauteur » a augmenté de 11 points entre les deux sondages, à peu près comme pour les autres acteurs testés.



Si l'on approfondit l'analyse, ce que ce sondage, certes réalisé dans un seul pays, permet, on constate que sur les aspects strictement sanitaires le jugement est plus sévère que sur la dimension économique. Une nouvelle fois, notamment à travers l'existence de l'euro auquel les Français demeurent attachés, l'Union européenne apparaît comme une garantie. Les données de janvier 2022 le confirment :

Question : Concernant la crise sanitaire et économique liée au coronavirus, avez-vous le sentiment que l'Union européenne est à la hauteur de ... ?

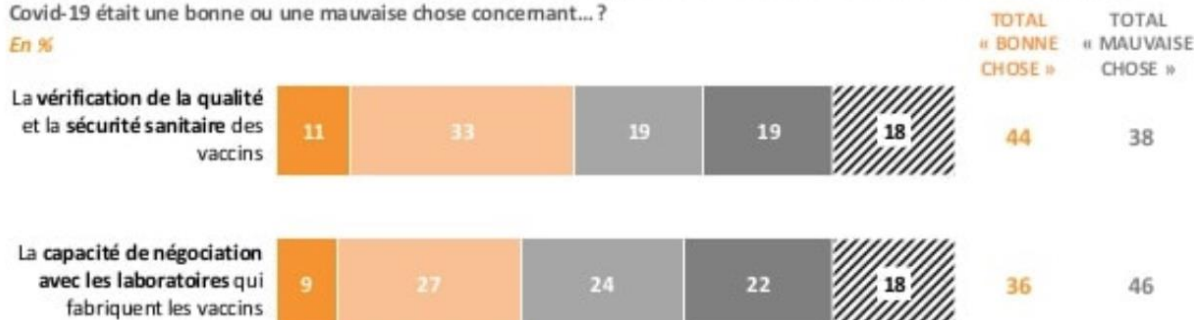
En %



Dans le détail, cependant, l'Union européenne apparaît aussi comme une *garantie* sur le plan sanitaire, puisqu'elle a constitué pour une majorité relative un atout en matière de vérification de qualité et de sécurité des vaccins.

Question : Selon vous, le fait de confier à l'Union Européenne l'approvisionnement et la commande des vaccins contre la Covid-19 était une bonne ou une mauvaise chose concernant... ?

En %



Il demeure au final un faible impact perçu de l'UE sur la crise, ce qui ne signifie pas qu'il n'y ait pas un certain impact de la crise sur la perception de l'UE :

Question : Dans la lutte contre la pandémie de la Covid-19, diriez-vous que faire partie de l'Union Européenne est une force ou une faiblesse ?

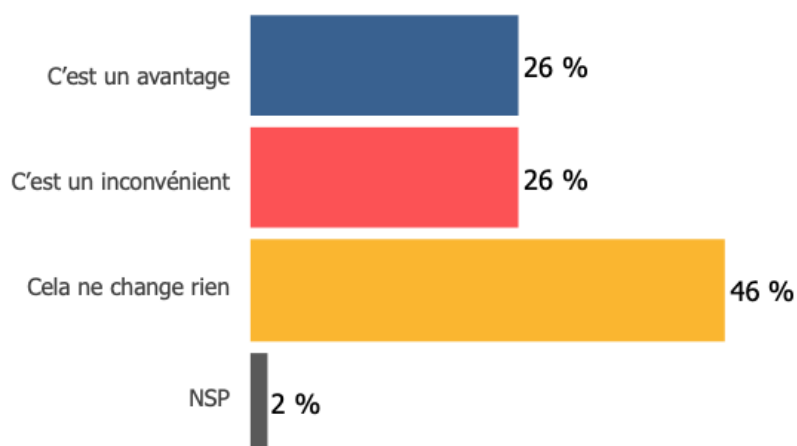
En %



D'ailleurs, à une question posée en avril 2020 par OpinionWay pour le Cevipof sur l'impact qu'aurait pour la Grande-Bretagne sa non-appartenance à l'Union européenne, les Français se montrent perplexes :

17 1041  
individus

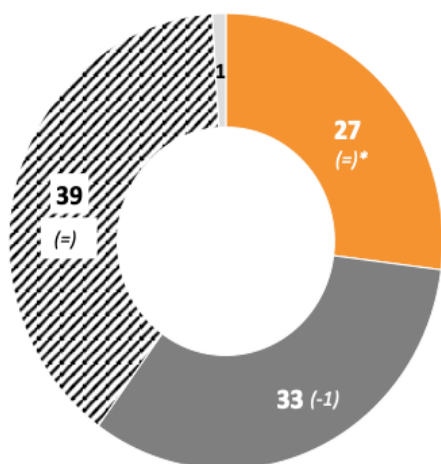
covuk. Selon vous, est-ce un avantage, un inconvénient ou cela ne change t-il rien pour le Royaume-Uni d'affronter l'épidémie de Coronavirus hors de l'Union européenne ?



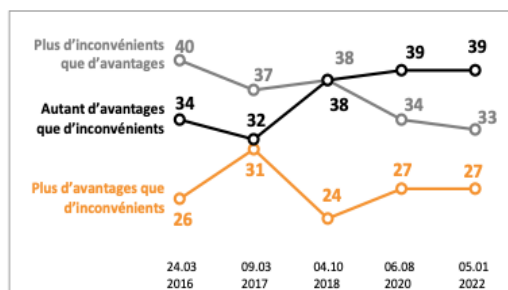
L'institut Elabe montre d'ailleurs quelques mois plus tard, en janvier 2022, que l'opinion des Français sur l'appartenance de leur pays à l'Union européenne n'a pas été sensiblement impactée par la crise sanitaire :

Question : Diriez-vous que l'appartenance de la France à l'Union européenne a... ?

En %



■ Plus d'avantages que d'inconvénients  
 ▨ Autant d'avantages que d'inconvénients

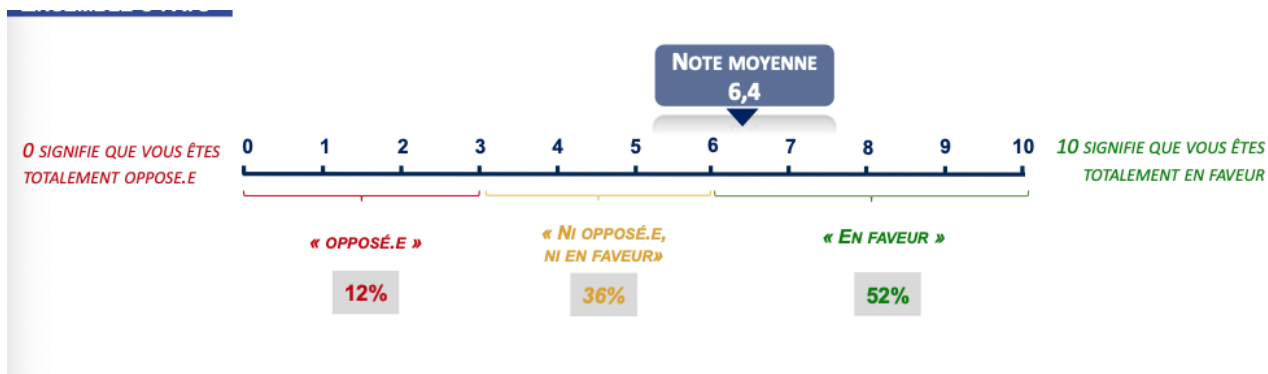


■ Plus d'inconvénients que d'avantages  
 ▨ Sans opinion

Il ne s'agit là que de l'opinion publique française mais elle paraît illustrative de ce qui est constaté par les sondages couvrant plusieurs, ou la totalité, des 27 pays membres de l'Union européenne.

Les données de l'Eurobaromètre confirment également que face à la pandémie les mesures prises par l'UE comme celles prises par les États suscitent, en moyenne européennes, à peu près autant de satisfaction que d'insatisfaction les unes par rapport aux autres.

Les données fondamentales d'adhésion ou non à l'Union européenne n'ont donc pas été bouleversées par la covid-19, ce que montre l'étude Ipsos réalisée en pleine pandémie pour la fondation Jean-Jaurès et la fondation Friedriche-Ebert.



A la note moyenne observée ici pour 8 pays correspondent des clivages nationaux, mais aussi d'âge et de situation sociale proches de ceux précédemment observés :

ENSEMBLE 8 PAYS		NOTES MOYENNES	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	OPPOSÉ.E 0-3	NI OPPOSÉ.E, NI EN FAVEUR 4-6	EN FAVEUR 7-10
Ensemble 8 pays		6,4	5	2	2	3	5	22	9	13	15	10	14	12	36	52
Selon l'âge...	18-34 ans	6,4	2	2	2	2	4	25	12	16	17	8	10	8	41	51
	35-49 ans	6,1	5	3	3	3	5	26	9	13	14	8	11	14	40	46
	50-59 ans	6,1	7	3	3	4	4	23	7	13	12	11	13	17	34	49
	60 ans et plus	6,9	4	2	2	3	5	16	7	11	17	14	19	11	28	61
Selon la CSP...	CSP+	6,9	3	2	2	2	4	14	10	17	18	13	15	9	28	63
	CSP=	6,4	3	3	2	3	5	21	10	16	17	10	10	11	36	53
	CSP-	6,1	5	2	2	3	6	28	9	13	12	7	13	12	43	45
	Inactifs	6,4	5	2	3	3	4	23	8	11	15	11	15	13	35	52
Selon l'autopositionnement...	Gauche	7,0	3	2	1	3	4	16	9	12	18	13	19	9	29	62
	Centre	7,1	2	1	1	2	4	17	9	15	19	13	17	6	30	64
	Droite	5,9	7	4	4	4	5	20	8	15	14	8	11	19	33	48

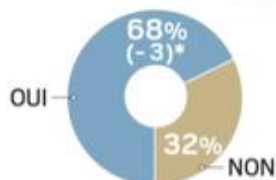
# Quelques enseignements de la crise pour l'UE

La crise sanitaire constitue un moment de vérité pour l'Union Européenne, même s'il n'est pas le premier. Les enseignements que l'on peut en tirer ne peuvent l'être qu'à titre provisoire, la crise n'ayant pas à cette heure de terme prévisible.

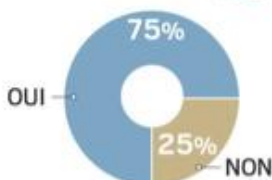
- 1- Il apparaît déjà que cet événement majeur n'a pas eu de conséquence importante sur la fierté d'être européen, considéré en elle-même et en regard de la fierté d'appartenir à une nationalité particulière (décembre 2022).

**Vous personnellement, vous sentez-vous fier d'être européen ?**

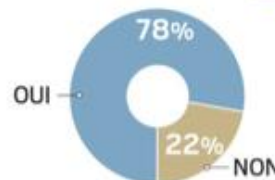
Ensemble des Français 🇫🇷



Ensemble des Italiens 🇮🇹

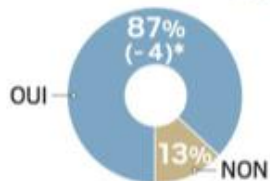


Ensemble des Allemands 🇩🇪

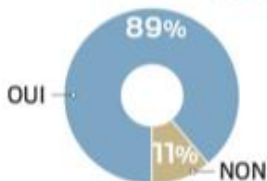


**Vous personnellement, vous sentez-vous fier d'être Français/Italien/Allemand ?**

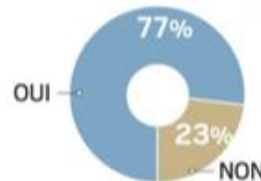
Ensemble des Français 🇫🇷



Ensemble des Italiens 🇮🇹



Ensemble des Allemands 🇩🇪



Ces données peuvent être interprétées de deux manières différentes : certes le recours aux États et la revitalisation des frontières nationales n'ont pas suscité une flambée des préférences souverainistes, mais la coordination européenne au niveau économique n'a pas suscité un élan inverse vers l'idée européenne.

2- La crise sanitaire n'a donc pas développé une crise du sentiment européen, du moins si l'on en juge par l'étude de l'opinion dans ces trois grands pays. On y constate également un certain intérêt pour une Europe plus intégrée mais pas, à ce stade, dans l'opinion publique du pays exerçant en ce début 2022 la présidence de l'Union européenne, la France :

#### Au fond de vous-même que souhaitez-vous... ?

- Une Europe des nations avec davantage de souveraineté des États
- Une souveraineté européenne dans le cadre d'une Europe plus intégrée
- Vous ne savez pas



Sondage Ifop pour EuropaNova et Le Journal du Dimanche en partenariat avec Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung et Corriere della Sera, réalisé du 14 au 20 décembre 2021 auprès d'un échantillon représentatif de 1 022 Français, 1 002 Italiens et 1 003 Allemands âgés de 18 ans et plus (méthode des quotas). Les interviews ont eu lieu par questionnaire autoadministré en ligne. La marge d'erreur des résultats s'établit entre 1,4 point (pour un score mesuré de 5%) et 3,1 points (pour un score de 50%).

3- Le débat entre souveraineté nationale et souveraineté européenne n'est donc pas tranché par la crise sanitaire, et l'on a vu que dans une sorte de logique assurantielle les opinions publiques s'accommodent de la coexistence des deux.

4- Les clivages géographiques au sein de l'Union européenne ont été complexifiés par cette crise, avec notamment un sentiment d'impact plus fort au Sud sur le plan économique et un impact sanitaire davantage ressenti à l'Est. Les différences régionales ont plus été brouillées qu'accentuées, ce qui constitue plutôt une bonne nouvelle pour l'Union européenne.

- 5- Les différences de jugement sur la communication d'État à l'égard des mesures restrictives relèvent largement d'un écart de confiance préexistant sur la qualité de la démocratie dans le pays et la crédibilité de la parole publique.
- 6- Des éléments apparaissent dans différents pays européens indiquant que cette crise sanitaire pourrait creuser les incompréhensions entre les générations, les plus jeunes, qui par ailleurs s'informent différemment de leurs aînés, pouvant avoir le sentiment d'avoir le plus subi les inconvénients de la crise, hors le seul aspect sanitaire.
- 7- Au total, il n'y a donc pas eu de démonstration de force ni aveu de faiblesse de l'Union européenne à l'occasion de cette crise de la covid-19, qui n'a pas provoqué l'ébranlement initialement envisagé, ni à ce stade suscité une adhésion plus forte des peuples envers la construction européenne.

# Éléments pour une étude qualitative

Les données quantitatives présentées *supra* permettent de mesurer un état de l'opinion dans les 27 pays européens à un moment donné. Elles ne peuvent cependant totalement expliquer les mécanismes de formation du jugement ni rendre compte des affects suscités par l'extraordinaire crise du covid-19, sans précédent dans les mesures sanitaires qu'elle a nécessitées.

C'est pourquoi, dans la logique opérationnelle de l'étude documentaire, nous présentons ici la thématique détaillée d'une éventuelle étude qualitative.

## Le climat général

Le contexte doit être abordé préalablement afin de neutraliser les éléments conjoncturels dans le traitement du sujet, c'est à dire l'impact du Covid-19 sur la perception qu'ont les Français de l'Union européenne.

Les principaux points à traiter en prologue sont, à titre exploratoire

- La période du confinement et les conditions du confinement, vus de manière personnelle, puis dans un cadre plus général, comme citoyen
- Les jugements sur le comportement des gens, mais aussi sur le fonctionnement de l'Etat, des institutions nationales (santé, police, etc.) dans la période
- La performance du pays dans l'épreuve sanitaire comparée à celle de ses voisins



- Le rôle joué par les institutions européennes dans la crise sanitaire
- Les projections sur l'avenir, le retour éventuel du virus et la possibilité d'un re-confinement,
- et aussi les conséquences sur l'économie,
- sur la vie en société dans le pays,
- et enfin sur les relations avec les autres pays, notamment au sein de l'Union européenne.

### **Panorama des institutions européennes, notamment face à la crise sanitaire**

Tout d'abord, un tour d'horizon, classique pour une étude portant sur la perception de l'Union européenne :

Quelle est aujourd'hui l'identité européenne, au niveau personnel et général, sa définition, les sentiments et valeurs qui y sont associés, les facteurs de valorisation qu'elle induit ?

Quelle est la notoriété des différentes institutions européennes : Parlement européen, Commission européenne, Conseil de l'Europe ?

Quel est leur rôle ?

Quelles sont les modifications récentes, notamment liées aux élections ?

Plus généralement, se souvient-on de moments forts liés à ces institutions ?

Et plus précisément des moments relatifs

- à la pandémie,
- aux confinements,
- aux vaccins,
- à l'économie
- aux libertés publiques ?

**Puis retour à la pandémie :**

D'abord, comment s'informe-t-on en général ? et sur la pandémie ?

Comme l'a montré l'étude documentaire, il faut ici envisager une approche générationnelle.

- Crédibilité des médias à ce sujet.
- Typologie des sources d'information.
- Zoom sur les moyens non officiels afin d'explorer l'univers des canaux « alternatifs » d'information ?
- Identification des locuteurs susceptibles de convaincre sur la pandémie et les mesures sanitaires.

Quelles initiatives d'information au niveau européen sont identifiées ?

Quelles sont éventuellement les attentes pour une politique européenne d'information sanitaire ?



- A-t-on perçu l'existence d'une politique sanitaire européenne et connaît-on, même très vaguement, quelles sont les prérogatives des États par rapport à l'Union européenne à ce sujet ?
- Face à la pandémie, a-t-on découvert une autre Europe ?
- Quels sont durant la pandémie les initiatives de l'UE dont on se souvient ?
- Plus précisément, a-t-on relevé des choses intéressantes dans le comportement de la Commission européenne, de sa Présidente, du Parlement européen ?
- La notoriété et l'impact prêté au plan de relance européen ?

### **Enfin, quel bilan et perspective pour l'Union européenne**

On revient sur ce que l'on pensait des effets perçus de l'intégration européenne..

- Pour l'économie nationale
- Pour les relations sociales
- Pour les individus
- Pour la sécurité face aux risques de toute nature

Donc le jugement de valeur porté sur cette intégration, dans le détail et dans l'ensemble

L'idée d'une Europe sociale, d'une Europe de la Défense, etc. et surtout d'une Europe sanitaire : renforcée ou affaibli par la pandémie ?

La projection, l'anticipation, du futur européen : souhait et pronostic



Christophe GERVASI  
Senior consultant - Expert études  
marketing et opinion  
christophegervasi@gmail.com





**Contact :** Christophe GERVASI  
- Senior consultant - Expert études marketing et opinion  
[christophegervasi@gmail.com](mailto:christophegervasi@gmail.com)

